

ST31 – La production partisane des candidatures. Vers une démonopolisation ?

Vanessa Jérôme - A.T.E.R. Département de Science Politique - Paris 1 / CESSP –
vanessa0jerome@gmail.com

Mécanismes d'investiture et principes de légitimité chez Europe écologie – Les Verts (EELV)¹ : du partisan au médiatique ?²

Les écologistes ont concouru six fois à l'élection présidentielle. Depuis René Dumont, qui a été leur premier candidat³ en 1974⁴, quatre autres candidat/e/s écologistes se sont présentés aux cinq dernières élections présidentielles⁵. Si leurs faibles scores les rapprochent (entre 1,32% et 5,25%), ils partagent d'autres caractéristiques⁶. Aucun d'entre eux n'était, au moment de la campagne, le/la dirigeant/e du parti ; soit que le parti n'était pas encore créé (Les Verts n'existent en tant que tel que depuis 1984), soit qu'ils aient été candidats à un titre plus large que celui du parti (représentant également d'autres organisations écologistes qui avaient participé à leur désignation)⁷. Tous ont eu du mal à obtenir leurs cinq cents signatures⁸, et n'ont bénéficié que d'une faible visibilité médiatique lors des campagnes⁹. Ils ont, de plus, toujours été contestés comme représentants uniques et légitimes de l'écologie

¹ Pour plus de commodité, nous adopterons cette appellation pour l'ensemble de la communication.

² Cette communication s'intègre dans le cadre d'une thèse en cours, dédiée à l'analyse de l'engagement militant et des carrières chez EELV. Je remercie Frédérique Matonti pour sa relecture attentive et Sandrine Lévêque pour ses conseils bibliographiques.

³ D'après Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hoëbeke, 2007, p.121, Jean Pignero, instituteur et militant anti nucléaire avait, sans succès, tenté de se présenter à l'élection présidentielle de 1965.

⁴ Il avait remporté 1,32% des suffrages exprimés.

⁵ Brice Lalonde en 1981, Antoine Waechter en 1985, Dominique Voynet en 1995 et en 2007, et Noël Mamère en 2002.

⁶ D'après l'analyse détaillée que nous avons pu faire des cinq précédentes candidatures et que l'on trouvera dans l'annexe de ce texte.

⁷ Il faut signaler ici que le poste de secrétaire national n'était pas, au moment de ces candidatures, considéré comme un poste politique, auquel auraient été attachées des rétributions particulières. Il ne donnait pas de légitimité individuelle à gouverner, ni ne permettait de prétendre représenter légitimement le parti dans une élection présidentielle.

⁸ Pour une analyse du cas de Dominique Voynet lors de l'élection présidentielle de 1995, on pourra se reporter à Agnès Roche, « Candidats écologistes : la chasse aux signatures », in Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Science Po, 1996, pp.81-93.

⁹ Ce point peut paraître surprenant au regard du rôle que la presse a joué, depuis les années soixante-dix, non seulement dans la diffusion des problématiques écologistes au sens large mais également dans celle de l'écologie politique *stricto sensu*. De nombreux journalistes, écologistes engagés avant ou après leur entrée dans la profession journalistique, ont en effet encouragé et soutenu plusieurs candidatures écologistes à l'élection présidentielle, jusqu'à ce qu'ils se désengagent eux-mêmes ou que les titres de presse auxquels ils participaient disparaissent. Voir notamment Raymond Pronier et Vincent Jacques le Seigneur, *Génération verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992 et Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hoëbeke, 2007. Pour comprendre les évolutions du traitement médiatique de l'écologisme, voir Guillaume Sainteny, « Les médias français face à l'écologisme », *Réseaux*, vol.12, n°65, 1994, pp.87-105 et « Les médias audiovisuels face à l'écologisme en France », *Quaderni*, vol.27, n°1, 1995, pp.5-28. Dans ces articles, l'auteur montre quatre phases de traitement médiatique : une phase favorable durant les années soixante-dix, une phase défavorable dans les années quatre-vingt, puis une phase à nouveau favorable au tout début des années quatre-vingt-dix mais qui prend rapidement fin à partir de 1994.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

politique (il y avait soit plusieurs candidat/e/s représentant des partis politiques écologistes différents, soit un/e candidat/e unique mais dont la candidature était contestée et concurrencée par d'autres – notamment des personnalités dont le profil n'était pas politique¹⁰). Enfin, leurs candidatures se sont toujours décidées sans qu'il y ait un réel consensus parmi les militant/e/s et les dirigeant/e/s sur l'opportunité même d'une candidature écologiste, et ce, pour deux raisons essentiellement. La première est due au fait que, les écologistes entretiennent depuis toujours une relation ambiguë à l'élection présidentielle. Occasion incontournable de se faire (re)connaître et de publiciser leurs propositions auprès du plus grand nombre, elle est pour eux l'exemple paroxystique des dérives de la cinquième République (personnalisation, soumission et focalisation des luttes partisans sur une seule élection prééminente, inégalités dues aux ressources financières, focalisation des médias sur quelques candidat/e/s...). Ils hésitent donc toujours à présenter un/e candidat/e dans un cadre qu'ils contestent. La deuxième raison est que les contraintes que cette élection impose pénalisent objectivement leurs candidat/e/s, rendant à coup sûr, pour eux, cette élection « difficile ». Bien que chacun fasse *comme si* la victoire finale était possible, tous savent en effet, à commencer par les candidat/e/s eux-mêmes, qu'ils ne sont crédités d'aucune chance réelle de succès. L'enjeu n'est donc pas de s'imposer comme le candidat le plus crédible pour devenir président/e, mais de convaincre que l'on est le/la candidat/e qui, réalisant le meilleur score possible, permettra d'imposer aux partenaires le rapport de force le plus favorable pour les échéances électorales suivantes¹¹. Les doutes que certains écologistes entretiennent sont, par ailleurs, largement partagés par la plupart des journalistes, qui n'accordent qu'une légitimité restreinte à ces « candidatures de témoignage »¹².

C'est à partir de ces caractéristiques récurrentes et de ces différents constats que nous souhaitons nous pencher sur les primaires écologistes de 2011. Partant de l'hypothèse d'une perturbation, par des logiques d'opinion, de la monopolisation des investitures partisans par les politiques, nous proposons de montrer que les primaires écologistes de 2011 permettent plutôt de postuler la co-construction¹³ des candidatures et des campagnes. Ecartant toute interrogation formulée en terme de « pouvoir des médias »¹⁴, et préférant postuler ici encore

¹⁰ Notamment Charles Piaget en 1974, le commandant Cousteau et Haroun Tazieff en 1981, Nicolas Hulot en 2007.

¹¹ Jean-Vincent Placé, proche de Cécile Dufлот et souvent qualifié de « n°2 du parti » - il en est notamment l'actuel faiseur de listes - témoigne bien de cet enjeu lorsqu'il précise que « chez les Verts, on s'intéresse d'abord aux différentes instances de décision qui composent [la] démocratie. Ce n'est donc pas la présidentielle qui nous obsède pour 2012, c'est la majorité parlementaire, c'est-à-dire les législatives ». Cité dans Roger Lenglet et Jean-Luc Touly, *Europe écologie. Miracle ou mirage ?*, Paris, First, 2010, p.171.

¹² Thomas Legrand, dans son éditо politique du 7 décembre 2009 sur *France inter* « Les écolos ne sont pas des bisounours », a ainsi pu affirmer sans ambages que « les écolos, en vrai, on s'en fiche », puisque « la politique française est ainsi faite que l'élection présidentielle est au cœur de tout. Et ce n'est (pas avant longtemps en tous cas) du camp des écologistes que viendra le prochain chef de l'Etat ».

¹³ Entendue au sens d'Erik Neveu, « Des questions jamais entendues. Crise et renouvellements du journalisme politique à la télévision », *Politix*, vol.10, n°37, 1997, pp.25-56. Le travail de co-construction implique ici trois pôles : le personnel politique et les communicants, les journalistes politiques et l'opinion publique.

¹⁴ Nous renvoyons sur ce point aux analyses formulées ces dernières années par les spécialistes de la sociologie des médias qui, soulignant l'influence certaine mais indirecte et difficilement appréciable des médias (tant elle est dépendante d'autres facteurs tels que le milieu d'origine, la socialisation, les interactions sociales...), ont proposé d'autres approches. Il s'agit par exemple de « prendre congé de l'alternative entre naturalisme et constructivisme au profit d'une analyse des pratiques », voir Cyril Lemieux, *Un président élu par les médias ? Regard sociologique sur la présidentielle de 2007*, Paris, Presses des Mines, 2010, ou encore d'analyser le « réseau d'interdépendances [qui] réintroduit une dynamique relationnelle dans le débat sur le pouvoir journalistique » et qui permet d'« être sensible [aux] paradoxes » de ce pouvoir. Voir Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, (2001), 2009.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

la co-construction du cadrage¹⁵ des candidatures et des campagnes, nous proposons de montrer comment les dynamiques partisans et les logiques d'opinion interagissent tout au long du processus d'investiture. Sans oublier de replacer ces primaires dans le contexte des récents succès électoraux des écologistes¹⁶ et des débats qui les ont agités sur la manière de donner une forme pérenne à leur rassemblement¹⁷, nous aborderons cette analyse en deux temps : celui du lancement des candidatures (I) et celui de la campagne (II). Le premier nous permettra de recontextualiser l'enchevêtrement des déclarations de candidature (1) et d'analyser les modalités de leur construction (2). Le second nous permettra de comprendre l'impact des logiques partisans et médiatiques sur les cadrages et les pratiques de campagne (1) et de définir les principes de légitimité qui valent chez EELV (2).

Nous nous appuyerons sur l'analyse de matériaux multiples et diversifiés¹⁸, mais travaillerons plus particulièrement à partir des articles de presse, les considérant comme un support de choix pour appréhender la manière dont se donne à voir au plus grand nombre le travail de co-construction que nous proposons d'analyser.

I/ Le lancement des candidatures : « se poser en s'opposant »¹⁹.

Se déclarer candidat/e à l'investiture pour l'élection présidentielle, sachant ce qu'elle représente pour les écologistes, ne va pas de soi. Les candidat/e/s doivent ainsi, pour commencer, accepter un certain nombre de paradoxes constitutifs de leur identité partisane et de l'image, qu'à titre collectif, ils renvoient. C'est en gardant à l'esprit cette réalité, que nous proposons d'analyser l'imbrication des dynamiques partisans et des logiques d'opinion qui structurent l'annonce (1) puis la construction et le cadrage (2) des candidatures.

I/ D'une annonce à l'autre. Les dynamiques concurrentielles de déclaration de candidature.

C'est parce qu'il avait été la figure de proue du succès électoral et du rassemblement des écologistes en 2009 que l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit est le premier pressenti pour une candidature en 2012. Mais il décline immédiatement²⁰ et à chaque fois²¹ l'invitation,

¹⁵ Entendu dans une acceptation large de processus collectif de construction de sens. Pour une définition plus rigoureuse, on pourra se reporter à Jean-Gabriel Contamin, « Analyse des cadres », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp.38-46.

¹⁶ Pour mémoire, 16,3% aux élections européennes de juin 2009 et 12,5% aux élections régionales de mars 2010.

¹⁷ Depuis les élections européennes de juin 2009 jusqu'à leur Congrès de La Rochelle en juin 2011.

¹⁸ Nous avons effectué une revue de presse continue depuis 2002, centrée sur les quotidiens (*Libération*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *France Soir*, *Médiapart*, *Rue 89*) et les news magazines les plus diffusés (*Le Nouvel Observateur*, *La Croix*, *Marianne*, *L'Express*), mais également ouverte au *Journal du dimanche*, aux gratuits (*Direct matin* et *20 minutes*), aux dépêches AFP, à la presse quotidienne régionale (*Sud Ouest*, *Les dernières nouvelles d'Alsace*, *L'Alsace*, *Le Progrès*, *La dépêche*), aux articles internet, blogs et supports moins diffusés comme *Politis*. La sélection pour cette communication a été opérée au moyen d'« alertes » automatiques, avec les mots clés suivants : « Les Verts », « EELV », « primaires EELV », « Eva Joly », « Nicolas Hulot », « Henri Stoll » et « Stéphane Lhomme ». Nous avons également interrogé deux journalistes : Thomas Legrand, en tant qu'éditorialiste radio sur *France inter*, et la journaliste qui suit les écologistes depuis le plus longtemps, Sylvie Zappi au *Monde*. Il faut noter que les autres journalistes qui suivent EELV et que nous avons pour cette raison contactés (Rodolphe Geisler pour *Le Figaro*, Matthieu Ecoiffier pour *Libération* et Stéphane Alliès pour *Médiapart*) n'ont pas répondu à nos demandes d'entretien. Nous avons enfin conduit des entretiens formels et informels avec les membres des équipes de campagne de Nicolas Hulot et d'Eva Joly, et profité de multiples discussions entre militant/e/s.

¹⁹ En référence à Pierre Bourdieu.

²⁰ Rosalie Lucas, « Le coup de maître de Cohn-Bendit », *Le Parisien* du 8 juin 2009.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

affirmant ne vouloir se dédier qu'à la poursuite et la consolidation du rassemblement des écologistes. Il se déclare assez rapidement pour une candidature unique anti Sarkozy dès le premier tour de la présidentielle et tente de fédérer autour de cette dynamique pour « battre l'UMP en 2012 », arguant que les écologistes ont intérêt à négocier leur retrait à la présidentielle de 2012 contre l'obtention d'un groupe parlementaire écologiste à l'Assemblée nationale aux élections législatives qui suivent. Voyant que cette option a peu de chance d'obtenir l'assentiment d'une majorité de dirigeant/e/s écologistes, il soutient après les élections régionales la candidature de l'eurodéputée Eva Joly, puis refuse finalement de dire pour qui il va voter, tout en réaffirmant que le/la candidat/e devrait se retirer avant le premier tour si le Front national était haut dans les sondages²².

C'est alors la candidature de d'Eva Joly qui est lancée, par un article paru dans *Libération* du 31 mars 2010 signé de Yannick Jadot et Pascal Canfin, nouvellement élu au Parlement européen²³. Débute alors le duel entre Eva Joly, figure parmi d'autres d'Europe écologie et Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts. C'est dans le contexte des luttes autour des modalités du rassemblement des Verts et d'Europe écologie qu'il est interprété, notamment au moment de couvrir la Convention nationale du 5 juin 2010. L'appel à l'arbitrage de l'opinion publique étant impossible²⁴, ce sont les entourages qui entretiennent la compétition entre les deux candidatures, par voie de presse. Les échanges sont courts mais relativement violents. Daniel Cohn-Bendit soutient la candidature d'Eva Joly, Jean-Vincent Placé oppose les deux candidates sur fond de polémique : « Si vous préférez la veille éthique à la jeune dynamique ! »²⁵. Cécile Duflot remonte dans les sondages auprès des sympathisants Verts, des jeunes, des CSP « moins », mais déclare néanmoins ne rien vouloir faire contre Eva Joly²⁶, alors que les médias relèvent que Nicolas Hulot « n'aurait pas abandonné l'idée » de se présenter²⁷.

Après avoir laissé entendre dans le journal norvégien *Aftenposten* le 11 juin qu'elle serait volontiers candidate si on la sollicitait, Eva Joly multiplie les meetings et les déclarations, notamment contre le gouvernement et particulièrement au moment de « l'affaire Woerth ». La presse anticipe sa candidature, montre la diversité de ses soutiens (il y a des Verts et des Europe écologie) et note la quasi inexistence de concurrents. Si Yves Cochet, député, semble être à ce moment candidat aux futures primaires, Cécile Duflot, candidate « naturelle » des écologistes²⁸, se retire au début de l'été, n'estimant pas « avoir les épaules

²¹ *Libération* titre en une le 9 juin 2009 : « Président ? C'est pas une vie » ; Voir également Maël Thierry, « Le pavé Cohn-Bendit », *Le nouvel observateur* du 11-17 juin 2009 ; Rodolphe Geisler, « Europe écologie doit être la troisième force », *Le Figaro* du 12 novembre 2009.

²² Dans son intervention comme invité dans Inter-activ' sur *France inter* le 22 juin 2011. Dans sa chronique humoristique du même jour « Dany, reviens parmi les tiens », Sophia Aram s'amuse : « on a le sentiment qu'entre Nicolas Hulot et Eva Joly, votre candidat aux primaires écolos ce serait plutôt Martine Aubry ou François Hollande ».

²³ Matthieu Ecoiffier, « 2012 : Europe écologie brandit Joly », *Libération* du 31 mars 2010.

²⁴ « Cécile Duflot : 'La gauche doit gagner en 2012' », *Le Monde* du 5 juin 2010 mentionne en effet qu'elles « se partagent à parts égales les faveurs des Français pour une candidature à la présidentielle de 2012 » (33% pour chacune). Voir également Jean-Denis Renard, « Joly et Duflot à égalité pour représenter les écologistes en 2012 », *Sud Ouest* du 6 juin 2010.

²⁵ Matthieu Ecoiffier, « Placé, le Vert qui fait crisser », *Libération* du 5 juin 2010.

²⁶ Déclaration de Cécile Duflot le 8 juin 2010 sur RMC et BFM TV.

²⁷ *Le Progrès* du 6 juin 2010, « Malgré les tensions, les verts en route pour la présidentielle de 2012 », signale ce point.

²⁸ Voir notamment Sylvain Rakotoarison, « Vers une candidature de l'écologiste Cécile Duflot en 2012 ? », *Agoravox*, le 2 avril 2010.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

suffisantes » pour résister à la « tuerie » qu'est une présidentielle²⁹, et ne voulant pas « faire obstacle » à une Eva Joly « encensée par tous les médias » dont la candidature, encore peu relayée sur le web, « est devenue une évidence »³⁰.

Pressentie depuis mars 2010, Eva Joly est, dès la mi-août, le « raz de marée » contre lequel – « rien ne sert de lutter »³¹. Elle est quasiment adoubée pendant les journées d'été de Nantes du 19 au 22 août 2010 : Noël Mamère, député, la soutient en tant que « symbole » de la justice³², Jean-Vincent Placé affirme qu'il ne s'opposera plus à sa candidature si elle se présente clairement comme « anticapitaliste » mais continue de citer d'autres candidats potentiels (Cécile Duflot et Nicolas Hulot), tout comme le fait Dominique Voynet³³ ; Bastien François, conseiller régional, propose un « ticket » Eva Joly / Cécile Duflot³⁴, que Daniel Cohn-Bendit rejette, préférant des primaires qui incluraient Nicolas Hulot et Corinne Lepage d'autant que la candidature d'Eva Joly lui semble désormais trop à gauche. La presse conclut à un « compromis qui semble se dégager » autour d'Eva Joly, « candidate probable » déjà partie en campagne pour imposer une image de présidentielle qui soit en accord avec les valeurs chères aux militants Verts³⁵. Sa candidature est le seul objet d'intérêt des médias pendant tout l'automne³⁶, sur fond de rassemblement des écologistes³⁷. Elle est sans réelle concurrence jusqu'à l'annonce de la candidature d'Henri Stoll, même si les médias communiquent quelques sondages qui voient réapparaître Nicolas Hulot comme favori des Français (surtout ceux qui se déclarent de droite ou sans préférence partisane³⁸) ou qu'Yves Cochet continue de se déclarer candidat.

Se disant irrité par l'onction que dispense Daniel Cohn-Bendit à la candidature d'Eva Joly, Henri Stoll, maire écologiste de Kaysersberg, déclare sa candidature à l'automne. « Je veux montrer qu'il n'y a pas besoin d'être adoubé par Cohn-Bendit pour faire un candidat correct »³⁹. Il dénonce le calendrier fixé nationalement qui revient selon lui à empêcher que des candidat/e/s qui ne seraient pas soutenus par l'équipe dirigeante se présentent⁴⁰. Passée sous silence par les médias nationaux, sa candidature ne change rien au jeu des concurrences pressenties. Il la maintient jusqu'au bout, malgré les pressions⁴¹ des représentant/e/s de l'aile

²⁹ Voir notamment l'interview de Cécile Duflot par Maël Thierry parue dans *Le Nouvel Observateur* du 19 août 2010 ; *Libération* du 18 août 2010, « Duflot estime ne pas avoir les 'épaules suffisantes' pour 2012 » ; Bastien Hugues, « Pour 2012, Cécile Duflot se range derrière Eva Joly », *Le Figaro* du 18 août 2010.

³⁰ Gérald Andrieu, « Journées d'été : les écolos sur la voie de la sérénité retrouvée ? », *Marianne*, le 16 août 2010 ; Gérald Andrieu, « Eva Joly convainc les médias. Pas encore le Net... », *Marianne*, le 17 août 2010.

³¹ Sylvie Zappi, « Eva Joly, la nouvelle égérie écolo », *Le Monde magazine* du 14 août 2010.

³² Voir notamment Adrian Buffel, « Qui sera le candidat écologiste à l'élection présidentielle de 2012 ? », *France soir* du 21 août 2010.

³³ *Le Journal du dimanche*, « Voynet : 'Les Verts ne sont pas sectaires' », le 18 août 2010.

³⁴ Bastien François, « Un « ticket » vert à l'élection présidentielle pour promouvoir la VIème République », *Le Monde* du 18 août 2010.

³⁵ *Le journal du dimanche*, « Joly travaille », le 20 août 2010.

³⁶ Des portraits sont publiés, voir par exemple Sophie Landrin, « Des prétoires à l'isoloir, sa voie toute tracée », repris dans *Direct matin* du 8 novembre 2010 ; Sylvia Zappi, « Quasi candidate, Eva Joly garde sa liberté », *Le Monde* du 13 novembre 2010 ; un documentaire est diffusé sur France 5 les 8 et 10 octobre 2010, « Eva Joly, le bonheur dans l'engagement ».

³⁷ Il se fait en plusieurs étapes : le conseil national inter-régional (CNIR) de septembre 2010 où est entérinée la fusion des Verts et d'Europe écologie, les Assises constituantes du 13 novembre à Lyon où sont votés les statuts et le nom « Europe écologie – Les Verts » ; le Congrès de La Rochelle de juin 2011 où les nouvelles instances sont élu/e/s.

³⁸ Audrey Chauvet, « Nicolas Hulot, candidat écolo favori des Français pour 2012 », *20 minutes* du 27 août 2010 et « 2012 : Nicolas Hulot éclipse le duo Joly-Duflot », *L'Express* du 10 septembre 2010.

³⁹ Yolande Baldeweck, avec Clément Tonnot, « Ça se raconte - Bigot redevient président de la CUS à plein temps », *L'Alsace* du 10 octobre 2010.

⁴⁰ « Henri Stoll: 'Assez de ce parisianisme' », *Les dernières nouvelles d'Alsace* du 6 décembre 2010.

⁴¹ D'après un article paru le 18 avril 2011 dans *Les dernières nouvelles d'Alsace*.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

gauche du parti qui, mis en minorité lors de la dynamique de rassemblement des écologistes, préfèrent un duel entre Eva Joly et Nicolas Hulot qui permettrait de clarifier la ligne politique et la stratégie d'alliance d'EELV (à gauche pour Eva Joly, à droite pour Nicolas Hulot).

C'est sur fond des Assises constituintes et du rassemblement des écologistes, acté à Lyon le 13 novembre 2010, que la candidature de Nicolas Hulot se profile à nouveau. Il est présent à Lyon, sur la demande de ses proches (Jean-Paul Besset, eurodéputé, et Pascal Durand, délégué général d'Europe écologie), et semble mobilisé dans le cadre de consultations autour de son éventuelle candidature⁴². Cécile Duflot, dont on avait jusque là souligné la complicité et la bonne entente avec Eva Joly, semble désormais prudente, précisant dans une interview donnée au mois de décembre, qu'Eva Joly n'était pas « la » candidate mais « une très bonne candidate »⁴³. Alors que les articles de presse se multiplient pour faire état des hésitations de Nicolas Hulot et des contacts qu'il entretient avec ses proches, mais également avec Eva Joly en vue d'une éventuelle candidature⁴⁴, sa décision est annoncée pour avant l'été. Déjà pressenti comme candidat aux primaires écologistes, il est en effet obligé de se conformer au calendrier défini par le parti⁴⁵.

La publication de sondages, commandés et commentés par les médias⁴⁶, parus dans *Le Journal du dimanche* (IFOP)⁴⁷, *Nouvelobs.com* (LH2)⁴⁸ et *Libération* (Opinionway)⁴⁹, au mois de janvier 2011, lance la séquence du duel Eva Joly / Nicolas Hulot. Alors que les médias soulignent la popularité de Nicolas Hulot auprès des Français, telle qu'elle serait attestée par les sondages (82% d'opinions positives), ce qui est interprété par les pro-Joly comme une manière d'imposer sa candidature « par l'extérieur », les critiques médiatiques et militantes vis à vis d'Eva Joly se développent. Un surnom apparaît, parmi les militant/e/s, repris dans la presse : « Eva dans le mur ». Les journalistes, jusque là relativement bienveillants envers Eva Joly, opèrent alors un « retournement du cadrage »⁵⁰ de sa candidature. Ils relèvent désormais ses médiocres prestations médiatiques, décrivent une Eva Joly « qui peine à s'imposer ». Luttant contre les effets de ce retournement, l'entourage d'Eva Joly tient un discours qui relativise les sondages réalisés si loin de l'échéance, et qui marque

⁴² Voir Matthieu Ecoiffier, « A Lyon, Nicolas Hulot se joint aux Verts en fusion », *Libération* du 15 novembre 2010. L'article est illustré par une photo du premier rang des Assises : Nicolas Hulot, Cécile Duflot, Eva Joly, Daniel Cohn-Bendit ; « Europe écologie : Nicolas Hulot sera aux assises de Lyon samedi », *Le Parisien* du 9 novembre 2010.

⁴³ Interview donnée à Matthieu Ecoiffier, « Il y a des moments où c'est très abrasif », parue dans *Libération* du 10 décembre 2010.

⁴⁴ Voir par exemple pour le mois de décembre Jean-Pierre Deroudille, « La réponse au printemps », *Sud Ouest* du 19 décembre 2010 ; Sophie Verney-Caillat, « Joly et Hulot, un écolo de trop pour le même fauteuil », *Rue 89* du 17 décembre 2010.

⁴⁵ Voir par exemple Jim Jarrassé, « Nicolas Hulot avance ses pions en vue de 2012 », *Le Figaro* du 16 décembre 2010.

⁴⁶ Voir notamment « Les écolos dans la tempête des sondages », *Le Journal du Dimanche* du 10 février 2011.

⁴⁷ Voir l'article sur <http://www.lejdd.fr/Election-presidentielle-2012/Actualite/Les-Francais-plebiscitent-la-candidature-de-Nicolas-Hulot-264613/> et les résultats du sondage sur <http://www.lejdd.fr/divers/Rapport-environnement.pdf>

⁴⁸ Voir sur <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/politique/20110209.OBS7740/sondage-ni-eva-joly-ni-nicolas-hulot-ne-font-l-unanimite-pour-2012.html> et les résultats du sondage sur <http://www.scribd.com/doc/48486009/LH2-Le-candidat-ecologiste-a-la-presidentielle-de-2012-fevrier-2011-vf>

⁴⁹ Voir sur <http://www.liberation.fr/politiques/01012318851-hulot-joly-le-vert-a-moitie-vide-le-vert-a-moitie-plein> et les résultats du sondage depuis le lien disponible sur la page de l'article.

⁵⁰ Il est selon nous relativement identique à celui relevé par Frédérique Matonti lors de la campagne présidentielle de 2007 de Ségolène Royal. Voir Frédérique Matonti, « Madone, Marianne, Maman. La représentation de Ségolène Royal dans les médias », communication au Congrès de l'AFSP 2007, à paraître chez L'Harmattan.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

la différence entre la notoriété et les intentions de vote, soulignant qu'il ne faut pas prendre l'une pour les autres (les sondages confirment d'ailleurs ce point, qui soulignent que si la notoriété de Nicolas Hulot est plus forte, les intentions de vote sont favorables à Eva Joly). Alors même qu'il ne s'est pas encore déclaré candidat, Nicolas Hulot est alors invité, par voie de presse mais également par son entourage présent dans EELV, à éclaircir rapidement ses positions sur sa participation aux primaires, sa position sur le nucléaire et son alliance éventuelle avec la droite, et notamment Jean-Louis Borloo⁵¹.

Mais c'est en premier lieu autour du calendrier des primaires que les candidat/e/s et les entourages s'affrontent réellement. Initialement prévues avant l'été pour que l'élu/e profite de la dynamique des journées d'été suivantes, les primaires pourraient être repoussées à l'automne afin de laisser le temps à Nicolas Hulot de mettre sa situation professionnelle « en ordre »⁵². Le duel entre Eva Joly et Nicolas Hulot se déroule alors par prises de position politiques interposées et les attaques sont indirectes (elles portent notamment sur la participation de l'un au Grenelle de l'environnement et sur le soutien trop assuré de l'autre au candidat socialiste). Alors que des informations contradictoires circulent sur la volonté de Nicolas Hulot d'être candidat⁵³, Cécile Duflot déclare immédiatement que ce prévisible duel sera « un moment de coopération et de progrès pour [le] parti »⁵⁴ et refuse de prendre parti pour l'un ou l'autre⁵⁵, invoquant une obligation de réserve liée à son rôle de secrétaire nationale. Encore faut-il s'accorder sur les règles de la compétition, afin de décider Nicolas Hulot à présenter sa candidature dans le cadre des primaires d'EELV. C'est à cela que les mois de mars et surtout d'avril sont consacrés. Les négociations et les rencontres entre Nicolas Hulot et Eva Joly (et leurs équipes), rapportées par voie de presse⁵⁶, contribuent à définir les règles communes et participent à la construction de primaires en forme de face à face « amical et apaisé », organisé selon des règles négociées et acceptées par l'ensemble des candidats⁵⁷. C'est à Sevran, le 13 avril, que Nicolas Hulot déclare officiellement sa candidature, accueilli par le maire Stéphane Gatignon, ex militant communiste passé à EELV au moment des élections régionales de 2010.

Si Yves Cochet s'est très rapidement désisté pour soutenir Nicolas Hulot⁵⁸, c'est en prévision du lancement de la candidature de ce dernier que Stéphane Lhomme a proposé la sienne. Président de l'Observatoire du nucléaire et de l'association Tchernoblaye (après avoir été celui du réseau Sortir du nucléaire), cet ancien instituteur, girondin, beau frère de Marie Bové, se déclare le 8 avril. Il explique avoir pris sa décision « contre Nicolas Hulot qui n'a

⁵¹ Voir par exemple les propos de Jean-Vincent Placé rapportés par l'article de Denis Tugdual, « L'expédition colombienne de Hulot », paru dans *France soir* du 25 février 2011 : « la candidature ni droite ni gauche, ça n'existe pas [...] L'alternative politique au sarkozysme ne peut se construire qu'avec la gauche. [...] je ne [le] lâcherai pas sur la question de la consigne de vote au deuxième tour ».

⁵² Il est en effet, à ce moment là, toujours salarié de TF1 et président de la Fondation Nicolas Hulot qu'il a créée en 1990.

⁵³ Voir Philippe Desmazes, « Primaire écologiste : Hulot a décidé d'être candidat, selon le député Rugey », *Le Parisien* du 23 février 2011. Les propos du député sont démentis par l'entourage de Nicolas Hulot.

⁵⁴ Dans une interview accordée à Jean-Pierre Bédéi, « Duflot : 'ni jeu, ni calcul chez Hulot' », paru dans *La dépêche* du 25 février 2011.

⁵⁵ Voir l'interview qu'elle a accordée aux *Inrouptibles* le 25 avril 2011 « Cécile Duflot évoque la sortie du nucléaire, son arbitrage du duel Hulot-Joly et sa volonté d'incarner une politique fondée sur l'espoir en réponse à la percée du FN » dans laquelle elle déclare : « En tant que secrétaire nationale d'EELV, je ne soutiens aucun candidat. Mon rôle est d'être la garante de la bonne organisation de la primaire, de son climat et des discussions avec tous les candidats ».

⁵⁶ Notamment Marcelo Wesfried et Matthieu Deprieck, « Hulot prépare sa candidature avec Joly », *L'Express* du 1^{er} mars 2011.

⁵⁷ Il a fallu que la commission de conciliation, créée pour l'occasion, se réunisse plusieurs fois pour qu'il y ait accord sur les modalités d'organisation et du vote, le calendrier, le périmètre du corps électoral.

⁵⁸ Alice Pouyat, « Cochet : 'un tsunami Hulot' », *Le Journal du dimanche* du 3 mars 2011.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

rien d'un écologiste ». Il suspecte ce dernier, « animateur de télévision parrainé par EDF et L'Oréal de vouloir faire main basse sur l'écologie politique »⁵⁹. Il tient cette ligne durant toute la campagne officielle, demande à Nicolas Hulot de retirer sa candidature qui « nuirait gravement à l'écologie politique »⁶⁰, et doit même refaire en partie sa profession de foi jugée très agressive, par le comité d'organisation des primaires, envers Nicolas Hulot (la première version contenait une caricature de Nicolas Hulot portant un tee-shirt aux logos des entreprises qui financent sa fondation).

Le 14 avril 2011, Louisa Bensaid se déclare également. Candidate au nom de la diversité, elle souhaite porter dans la campagne les intérêts des banlieues. La presse ne relaye pas sa candidature, pas plus que celle de Marc Jutier, candidat aux primaires dès le 18 janvier 2011, qui souhaitait être le candidat de primaires élargies au Front de gauche et au NPA, ou celle de Moncef Khdir⁶¹. Aucun d'eux ne participe aux primaires, faute d'avoir pu réunir les 200 parrainages avant le 5 juin.

2/ D'un candidat à l'autre. La construction et le cadrage partisans et médiatiques des candidatures.

Si la candidature d'Eva Joly a pu apparaître dans un premier temps comme une manière pour les Europe écologie et pour des Verts hostiles à leur direction d'empêcher une candidature de Cécile Duflot⁶², le désistement de cette dernière⁶³, et son ralliement à la candidature d'Eva Joly lors des journées d'été, font de celle-ci la candidate du parti, d'autant qu'elle accepte, sous la pression d'une partie des cadres, de se situer sur la ligne politique de gauche que les Verts ont acté depuis 1994. Cette prise de position conforme⁶⁴ lui permet en effet de recevoir – du moins en apparence – l'onction du parti. Acceptée sous contrainte par Eva Joly – ce qui ne veut pas dire *a contrario* de ses opinions personnelles – cette position a l'avantage d'écartier l'alliance avec le MoDem et Corinne Lepage⁶⁵ qui était défendue par les frères Cohn-Bendit dans le cadre des débats sur le rassemblement des écologistes. Eva Joly se prononce également rapidement pour des primaires écologistes⁶⁶, ce qui lui permet en réalité d'obtenir une légitimité incontestée à l'intérieur du mouvement⁶⁷. Elle présente également sa

⁵⁹ « EELV : Stéphane Lhomme, candidat aux primaires 'contre Nicolas Hulot' », dépêche AFP publiée le 8 avril 2011 dans *Le Parisien*.

⁶⁰ Voir la dépêche AFP « EELV : Stéphane Lhomme encourage Hulot à se retirer 'immédiatement' ».

⁶¹ A l'exception de la mention faite par *Politis*, le 23 mai 2011, « Primaire Europe écologie les Verts : le programme » où sont édités les liens internet vers les sites des différents candidats. Voir sur http://www.politis.fr/spip.php?page=imp&id_article=14255

⁶² Pour le 31 mars par exemple nous avons relevé Matthieu Ecoiffier, « 2012 : Europe écologie brandit Joly », *Libération* du 31 mars 2010 et Sylvia Zappi, « Candidature d'Eva Joly en 2012 : réalité ou contre-feu ? », *Le Monde* du 31 mars 2010.

⁶³ Son retrait n'a été analysé qu'en terme tactique, apparaissant comme élément d'un pacte stratégique - à Eva Joly la présidentielle, à Cécile Duflot la direction du mouvement - la plupart des commentateurs ne donnant que peu de crédit à une version faisant la part belle aux raisons personnelles et aux choix de vie de Cécile Duflot.

⁶⁴ Jean-Vincent Placé en atteste lorsqu'il explique qu'« elle a donné tous les messages politiques nécessaires », voir Stéphane Alliès, « A Nantes, Eva Joly plaide pour une « déprofessionnalisation de la politique », *Mediapart* du 20 août 2010.

⁶⁵ Celle-ci note que la prise de position « anticapitaliste » est un gage donné par Eva Joly au parti Verts mais également la marque d'un rapport de force favorable aux Verts et à leur ligne politique de non alliance avec le centre et la droite dans le cadre du rassemblement Verts / Europe écologie. Voir Emilie Trévert, « Lepage : j'ai le sentiment que les Verts ont gagné la bataille », *Le Point* du 20 août 2010.

⁶⁶ Stéphane Alliès, « A Nantes, Eva Joly plaide pour une « déprofessionnalisation de la politique », *Mediapart* du 20 août 2010.

⁶⁷ Alexandre Piquard, « Le duo Eva Joly – Cécile Duflot, symbole de paix chez les écolos ? », *Le Monde* du 20 août 2010. Maud Piéron note bien que cela lui permet de se fondre dans la tradition des Verts, celle de l'humilité

Congrès AFSP Strasbourg 2011

candidature comme un « renouvellement » de la politique, puisqu'elle n'a « que 18 mois d'expérience en politique »⁶⁸. Si Eva Joly joue alors la carte de la novice en politique (elle avoue volontiers son « peu d'expérience » sur certains dossiers et annonce qu'elle palliera cette inexpérience en faisant une campagne collective, au plus près du « terrain », abreuvée de la « diversité des intelligences » que compte le mouvement⁶⁹), elle prouve en réalité qu'elle en sait déjà assez pour donner les garanties qu'il faut pour légitimer sa candidature auprès du parti et pour mettre en scène sa candidature dans un contexte politique national. De ce point de vue, la plénière de fin des journées d'été où elle prend place à côté d'Edwy Plenel pour dénoncer les dérives du régime sarkoziste est du meilleur effet sur les militant/e/s, un véritable écrin pour cette candidature à la fois de novice et d' « animal politique »⁷⁰. « Mise sur orbite »⁷¹ aux journées d'été 2010, cette candidature « symbole », « exotique »⁷², qui ne convint pas – encore ? – tous les militant/e/s mais que « les médias adorent »⁷³ prend « de l'épaisseur et de la crédibilité » dans le contexte de l'affaire Woerth-Bettencourt⁷⁴. Mais guettée par le danger de n'apparaître que comme une ex-juge, Eva Joly est déjà priée de se couler « dans le rôle »⁷⁵ de candidate. Ce n'est que quelques mois après, une fois « l'hypothèse Hulot » relancée, que la candidature d'Eva Joly prend un autre sens, et ce d'autant que le soutien des dirigeant/e/s du parti⁷⁶ est – à tort ou à raison – ressenti comme se déplaçant peu à peu vers le candidat Hulot. Dès lors, la candidate Eva Joly, soutenue par son entourage proche et par les minoritaires opposés à la direction au congrès précédent, devient la candidate non plus du parti Verts contre les Europe écologie les plus favorables à une alliance au centre-droit, mais la candidate des militant/e/s historiques ancrés à gauche, s'opposant à Nicolas Hulot, candidat des dirigeant/e/s et de quelques grand/e/s élu/e/s, favorables à une plus large ouverture. La candidature de l'un a ainsi re-cadré la candidature de l'autre, d'autant que se joue dans le même temps le premier congrès d'EELV. C'est en effet

et de l'appel au débat. Voir Maud Pierron, « Journées d'été d'Europe écologie : opération séduction réussie d'Eva Joly », *20 minutes* du 20 août 2010. « Elle s'est fondu dans la famille avec aisance et modestie » selon Cécile Duflot, propos rapportés dans Michel Urvoy, « L'éclosion du troisième parti politique français », *Ouest France* du 22 août 2010.

⁶⁸ Propos rapportés dans Stéphane Alliès, « A Nantes, Eva Joly plaide pour une « déprofessionnalisation de la politique », *Mediapart* du 20 août 2010.

⁶⁹ Voir notamment Franck Perry, « Eva Joly imagine 2012 », *20 minutes* du 21 août 2010.

⁷⁰ Maud Pierron, « Journées d'été d'Europe écologie : opération séduction réussie d'Eva Joly », *20 minutes* du 20 août 2010.

⁷¹ Stéphane Alliès, « A Nantes, Eva Joly plaide pour une 'déprofessionnalisation de la politique', *Mediapart* du 20 août 2010.

⁷² Les commentaires sur l'accent d'Eva Joly qu'elle utilise pour présenter sa candidature comme celle des persécutés par la politique de Sarkozy et le Front national font partie de ce cadrage : « vous vous demandez peut-être comment une femme avec une voix faible et un accent étranger peut porter le projet écologiste ? Des accents, nous sommes nombreux à en porter, il y a celui de Marseille, de Béthune, de Strasbourg, celui des Roms. Et je les représente tous un peu... ». Voir notamment Alexandre Picard, « Ecologistes : Joly et Duflot affichent leur unité », *Le Monde* du 21 août 2010.

⁷³ Jean-Denis Renard, « Verts / Europe écologie : de la fusion dans l'air », *Sud Ouest* du 20 août 2010. Sauf *Marianne*, qui explique le 22 août 2010 que « Eva Joly, possible candidate écolo en 2012, a bénéficié de portraits dithyrambiques dans la presse. *Marianne* 2 a nuancé le tableau immaculé de l'ancienne juge ».

⁷⁴ Selon Dominique Voynet, voir la dépêche AFP du 20 août 2010 « Voynet : la candidature de Joly prend de la 'crédibilité' avec l'affaire Woerth-Bettencourt ».

⁷⁵ Jean-Denis Renard, « Les Verts et Europe écologie séduits par Eva Joly », *Sud Ouest* du 22 août 2010. Voir également Gérard Andrieu, « Eva Joly, juge et parti », *Marianne* du 21 août 2010 qui rapporte l'inquiétude d'un membre de son entourage, Yannick Jadot. Ce dernier souligne : « elle a fondé sa crédibilité sur son parcours. Mais à un moment donné son parcours ne devra plus être la seule raison poussant les gens à voter pour elle ». Le journaliste note qu'Eva « la purificatrice » qui est « dans son rôle » va devoir « se construire un discours politique ».

⁷⁶ Et plus particulièrement celui de Cécile Duflot.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

dans ce contexte et dans cette actualisation des clivages et des rapports de force internes que la déclaration de candidature de Nicolas Hulot, le 13 avril 2011 est comprise.

Nicolas Hulot connaît les réticences que son éventuelle candidature suscite chez les militant/e/s écologistes. Comme le rappelle Roger Lenglet et Jean-Luc Touly dans leur livre, « Nicolas Hulot ne recevra le soutien des Verts et des associations de terrain dans son ascension au pouvoir que s'il donne des garanties, tout particulièrement sur la question de sa relation aux entreprises »⁷⁷. Pascal Durand⁷⁸ confirme qu'au moment où la candidature de Nicolas Hulot semble se dessiner, les cadres du parti « sont vent debout » contre lui en raison de sa proximité supposée avec les multinationales et du tort qu'il aurait causé, avec son Pacte écologique, à la candidature de Dominique Voynet en 2007. Les hésitations de Nicolas Hulot, toujours interprétées sur un mode psychologisant et au regard de sa décision de ne pas être candidat à l'élection présidentielle précédente, sont en fait alimentées par les évaluations que ses proches font des soutiens partisans qu'il pourrait ou non recueillir. Si la décision a évidemment été prise par Nicolas Hulot lui-même, ses proches ne cachent pas qu'elle ne l'a été qu'après qu'on lui ait garanti quelques soutiens⁷⁹, et surtout fait prendre conscience de l'intérêt qu'il y avait pour lui à s'appuyer sur une structure qui a une histoire, des militant/e/s et des savoir-faire pour mener les campagnes électorales⁸⁰. Conscient tout autant qu'informé des critiques et des inquiétudes dont il est l'objet, Nicolas Hulot fait une déclaration de candidature qui atteste de la sincérité de sa conversion à l'écologie et de son ancrage à gauche, ou à tout le moins, de son engagement à construire « une nouvelle majorité politique »⁸¹. Pascal Durand confirme que l'enjeu de cette déclaration était bien de « rassurer les militants pour montrer que sa pensée et son action [i.e celles de Nicolas Hulot] sont compatibles avec celles d'EELV »⁸². Construite à partir de cette hostilité supposée, la déclaration de candidature doit montrer qu'« il n'y aura pas de campagne écologiste sans campagne sociale », et qu'« il n'y aura pas d'accord avec la droite ». Voilà, toujours d'après Pascal Durand, quels étaient « les deux marqueurs de campagne », les « deux messages qu' [ils voulaient] faire passer par le lancement de Sevrans ». La déclaration de candidature ménage par ailleurs une marge de liberté vis à vis des contraintes partisans puisque Nicolas Hulot ne se prononce pas clairement pour une candidature dans le cadre des primaires d'EELV. Il maintient d'ailleurs la pression sur les dirigeant/e/s écologistes affirmant que sa participation n'est pas garantie si les primaires ne sont pas « ouvertes »⁸³. Raillé par Eva Joly⁸⁴ et par son entourage pour son engagement en faveur de la justice sociale, ce qui est pour eux

⁷⁷ Roger Lenglet et Jean-Luc Touly, *op.cité*, pp.163-164.

⁷⁸ Entretien du 1^{er} juin 2011.

⁷⁹ Dans l'entretien qu'il nous a accordé le 4 juin 2011, Jean-Paul Besset souligne que tous les proches de Nicolas Hulot ont finalement adhéré à EELV, y compris ceux qui, au moment du Pacte écologique, n'étaient pas favorables à ce qu'il entre en politique et que la présence de Pascal Durand dans les instances dirigeantes d'EELV représentait évidemment une garantie.

⁸⁰ Pour Jean-Paul Besset, la certitude d'avoir l'appui final d'une structure partidairienne rompue aux campagnes électorales si il était désigné candidat, a beaucoup joué dans la décision de Nicolas Hulot. L'apparente bienveillance de Cécile Duflot, favorable à une dynamique d'ouverture, aurait joué également.

⁸¹ Voir par exemple Anne-Charlotte Dusseaulx, « 2012 : Hulot, avec ou sans EELV ? », *Le Journal du dimanche* du 13 avril 2011.

⁸² Entretien du 1^{er} juin 2011.

⁸³ Voir notamment la dépêche AFP reprise le 14 avril 2011 « Hulot : ouverture de la primaire 'un souhait' et 'pas une exigence' » ; puis celle publiée le 25 avril 2011 « Hulot : une candidature en solo serait 'tragique pour tout le monde' » ; la dépêche AFP publiée dans *Le Parisien* le 4 mai 2011 « Hulot fait un pas vers la primaire EELV » ; Eric Nunès, « Les conditions de Nicolas Hulot pour la primaire écologiste », *Le Monde* du 5 mai 2011.

⁸⁴ Voir notamment la dépêche AFP « Eva Joly : Hulot 'nouveau venu sur les thèmes de la justice sociale', parue dans la foulée du discours de Sevrans et celle publiée dans *Le Monde* du 14 avril 2011 « Eva Joly décoche ses premières flèches contre Nicolas Hulot ».

Congrès AFSP Strasbourg 2011

une manière de cadrer sa candidature auprès de la presse⁸⁵, Nicolas Hulot se présente en candidat écologiste. Son entourage annonce, comme l'avait fait celui d'Eva Joly après les journées d'été de 2010, qu'il confrontera ses points de vue à ceux des experts de la société civile et qu'il ira « à la rencontre des militants »⁸⁶. Comme cela avait été le cas au moment des journées d'été 2010 pour Eva Joly, la presse multiplie les portraits de Nicolas Hulot et les articles recensant ses soutiens, le photographie dans sa maison bretonne (à Saint Lunaire), relève sa distance à la politique et souligne les éléments clefs de son parcours de converti à l'écologie⁸⁷. Autant d'occasions pour le candidat de préciser la détermination de son engagement et les grandes lignes de sa vision des enjeux écologiques actuels.

Une fois les candidatures officiellement déclarées, le travail de co-construction de leur cadrage, réalisé par les journalistes, les candidat/e/s et leurs entourages, peut s'accélérer. Chacun des acteurs concourent à sa manière au cadrage, relevant les éléments structurants des candidatures et (re)construisant les parcours et les profils des candidat/e/s afin de leur donner un nouveau sens. Les qualités supposées d'Eva Joly et de Nicolas Hulot sont mises en avant ; les soutiens dont ils bénéficient auprès des réseaux partisans et des « personnalités », sont comparés comme pour en évaluer le « poids » dans la société et auprès des électeurs ; les différences de « lignes » et de stratégies politiques, traces du processus de politisation de ces candidatures au regard des clivages internes, sont soulignées. Les différences de parcours de vie, constitutives des « profils » des candidat/e/s, participent également du processus de lancement des candidatures et, au-delà, à celui qui permet de les faire apparaître comme « naturelles ». Au seuil de la campagne officielle des primaires, terme – provisoire – de ce travail de cadrage qui en réalité est toujours à poursuivre -, les candidatures, si l'on synthétise les commentaires faits par et dans la presse, se présentent ainsi⁸⁸ : Eva Joly, franco-norvégienne⁸⁹, issue d'une famille modeste, devenue magistrate à force de labeur, de mérite, de courage et d'audace, symbolise la lutte contre les paradis fiscaux et la corruption⁹⁰. Devenue écologiste après une prise de conscience des « liens entre corruption, pauvreté et

⁸⁵ Voir par exemple l'interview accordée à Matthieu Ecoiffier par Yannick Jadot, son directeur de campagne, « En 2012, on n'a plus besoin de l'homme providentiel de l'écologie politique », parue dans *Libération* du 13 avril 2011 : « Il est vu comme le premier écologiste par l'opinion, y compris par les non écologistes. Son défi sera de démontrer qu'il peut être un homme politique doublé d'un véritable écologiste sur la sortie du nucléaire ou l'agriculture durable. Mais aussi de convaincre sur le chômage, la politique étrangère, la santé ou l'éducation. [...] Je ne doute pas qu'il s'inscrive dans le combat des écologistes pour la transparence politique et financière. Y compris sur ses revenus et son patrimoine. [...] Il doit veiller à bien s'inscrire dans une démarche collective pour élargir le champ de l'écologie. Et puis être capable non pas seulement s'expliquer les enjeux mais de montrer du doigt les conflits d'intérêts, privés et politiques, qui minent la capacité de notre pays à sortir de la crise écologique et sociale. Sera-t-il capable de les dénoncer ? [...] Il a fait un chemin politique dont on attend de savoir où il a abouti, puisque depuis six mois qu'il se prépare, on ne l'a pas entendu ».

⁸⁶ Rodolphe Geisler, « Hulot ou 'la candidature comme une mission' », *Le Figaro* du 13 avril 2011. Cet article est publié à côté d'un entretien avec Daniel Boy, directeur de recherche au CEVIPOF « Il vit sa candidature comme une mission ». Il faudrait d'ailleurs en d'autres lieux réfléchir plus avant au rôle que les politistes jouent dans le travail de co-construction tel qu'Erik Neveu le décrit.

⁸⁷ Voir pour exemple le dossier Présidentielle 2012 qui lui est consacré dans *Terra eco*, mai 2011.

⁸⁸ Elles ne sont pas loin des images stéréotypées consolidées qualifiées d'« avatars » par Frédérique Matonti dans « L'impossible endossement du rôle de 1er secrétaire, le 'chemin des dames' du PS », communication au Congrès de l'AFPS 2009.

⁸⁹ Eva Joly donne ses interviews dans sa maison de l'île de Groix, se montre décontractée mais concentrée, prête à affronter la présidentielle. Voir notamment Matthieu Ecoiffier, « Et v'là Joly », *Libération* du 19 août 2010.

⁹⁰ L'encart de Matthieu Ecoiffier « Je vote Eva joly » paru dans *Libération* du 3 juin 2009 est très représentatif à cet égard : « Avec ses lunettes rouges, son accent à la Birkin et son discours bien rodé contre les paradis fiscaux ou la corruption des multinationales, prédatrices des ressources humaines et naturelles, l'ex-juge de l'affaire Elf fait un carton ».

Congrès AFSP Strasbourg 2011

prédation de l'environnement »⁹¹, elle lutte contre les élites et leurs privilèges. C'est avec « un vrai savoir-faire politique » et en usant de son image d'« icône médiatique »⁹² qu'elle peut défendre une écologie volontariste, résolument ancrée à gauche. Nicolas Hulot, issu d'une famille modeste à l'histoire tragique⁹³, ancien photoreporter épris de nature et de sports, devenu salarié de TF1, a pris conscience progressivement de l'imbrication des enjeux sociaux et environnementaux. S'il s'est converti progressivement à l'écologie⁹⁴, il milite depuis plus de vingt ans dans le cadre de sa Fondation. Auteur d'un film engagé (*Le Syndrome du Titanic*) et initiateur du Pacte écologique, il est le candidat de la « mutation écologique » de la société. Souhaitant « s'installer dans la pédagogie. Pas dans le dogmatisme, pas dans l'incantation, pas dans le simplisme »⁹⁵, il veut représenter une écologie politique autonome et pragmatique.

Si les deux candidatures d'Eva Joly et de Nicolas Hulot ont été au centre de l'intérêt des journalistes que nous avons interrogé⁹⁶, c'est parce qu'elles leur paraissaient plus crédibles que les deux autres, au regard de l'analyse qu'ils font des enjeux internes du rassemblement des écologistes et de la situation de l'écologie politique. Thomas Legrand, éditorialiste politique sur *France Inter*, déclare⁹⁷ en effet que les autres candidatures, « ça ne nous [i.e les journalistes] intéresse pas du tout, à partir du moment où elles n'ont aucune chance de gagner. Nous ce qui nous intéresse, [...] pour ce qui est des écolos, c'est celui qui

⁹¹ Interview réalisé par Matthieu Ecoiffier, « Réunifier les Verts pour qu'ils retrouvent leur influence », *Libération* du 5 décembre 2008.

⁹² Philippe Bilger, « Eva Joly, nouvelle icône médiatique », blogueur associé, 16 août 2010.

⁹³ Voir notamment le portrait qu'en fait Anne-Sophie Demonchy, sur www.politique.net/2011053101-portrait-nicolas-hulot.htm qui mentionne le divorce de ses parents, le cancer de son père, le suicide de son frère.

⁹⁴ L'histoire que Pascal Durand raconte, lors de notre entretien du 1^{er} juin 2011, est découpée en plusieurs séquences. La première est celle du Pacte écologique, élaboré en 2006 dans le cadre de la Fondation Nicolas Hulot et médiatisé en 2007. Le Pacte est re-cadré pour l'occasion comme un moment fondateur après lequel « plus rien ne sera comme avant », qui fait de Nicolas Hulot l'homme qui a réussi à imposer une écologie moderne et renouée alors que les Verts étaient « restés, eux, dans le vieux monde, à essayer de courir après la vieille gauche », se satisfaisant d'un ministère de l'environnement dans un gouvernement de gauche plurielle. La deuxième séquence, que décrit récemment Pascal Durand, est celle, peu connue, du moment où Nicolas Hulot se serait prononcé contre les phénomènes de *greenwashing* auxquels les entreprises se seraient livrées à l'issue du succès médiatique du Pacte écologique. Nicolas Hulot, se prononçant contre la croissance verte et avouant que « le développement durable [lui] donne la nausée », se serait à ce moment clairement situé dans le camp de la gauche et conformément aux positions politiques légitimes chez EELV contre une approche considérée comme « de droite » plus favorable à ces thématiques, sachant que « ce choix lui [coûtait] la confiance d'une partie de la droite et des entreprises ». La troisième séquence est celle de la décision de sa candidature, sûrement la plus mise en scène. Nicolas Hulot, encore plus ou moins indécis, part pour son dernier reportage de l'année, pour Ushuaïa, en Colombie. Alors qu'il côtoie les indiens Raoni avec lesquels il s'entretient des conséquences pour leur survie de projets d'aménagement, l'annonce du tsunami au Japon lui parvient et dans la foulée, celle de la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima. C'est le « défilé ». Jean-Paul Besset parvient à le joindre, et Nicolas Hulot lui annonce qu'il va intervenir sur Europe 1. Une dépêche AFP mentionnant cette intervention tombe. Cécile Duflot en prend connaissance, et joint Pascal Durand pour en connaître le contenu. Ce dernier assure ne rien en savoir et raconte : « tout le monde était à l'écoute [...] c'était 'Ici Londres' ! [...] J'étais avec Cécile par SMS qui me disait en l'écoutant 'jusque ici tout va bien'. Puis Nicolas Hulot se prononce pour la sortie du nucléaire, ce qui signifie pour ses proches à l'écoute qu'il a 'franchi le pas', et qu'il rentrait dans cette campagne 'dans un camp et pas dans l'autre' ».

⁹⁵ Voir par exemple Walter Bouvais et David Solon, « L'écologie n'est pas une option », *Terra éco* de mai 2011.

⁹⁶ Nous utilisons cette appellation comme terme générique pour des raisons de commodité, en toute conscience des différences d'approches et de pratiques qui différencient le travail d'un éditorialiste de radio et celui d'une journaliste politique d'un quotidien national. Sur la différence entre l'éditorial, dans lequel il convient de rapporter les nouvelles à des problématiques plus générales en faisant les remarques les plus brillantes possibles, et l'information, ensemble de faits rapportés selon le degré d'intérêt que l'on pressent auprès du plus large lectorat possible, voir Robert E.Park, *Le journaliste et le sociologue*, Paris, Seuil, 2008.

⁹⁷ Entretien du 31 mai 2011.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

sera candidat ». Les autres, « cela peut faire un sujet une fois, décalé, si on veut, mais cela ne nous intéresse pas ». Sylvia Zappi, journaliste politique au journal *Le Monde*, confirme⁹⁸ qu'elle n'a pas traité les « petits candidats » avant qu'ils n'aient obtenu les deux cent signatures, « parce que ça montre aussi quel soutien ils ont ou pas ». Elle a ensuite fait le choix de ne pas faire de portrait d'Henri Stoll⁹⁹ ni de Stéphane Lhomme¹⁰⁰ – mais simplement d'évoquer leurs propos lors des débats - parce que, explique-t-elle, « ils n'ont aucune chance ». Si Sylvia Zappi confie bien que ce traitement différencié est un choix personnel, fait en fonction de son appréciation des chances des candidat/e/s au regard du système politique, et qui a des effets de légitimation sur les candidat/e/s qu'elle choisit de suivre¹⁰¹, elle justifie également ce choix par les contraintes liées à l'exercice de sa profession. Elle explique en effet que « c'est compliqué à gérer en terme d'emploi du temps » puisqu'elle suit, en plus des EELV, toute l'extrême-gauche, et que c'est également un problème « de place » qui la conduit à opérer certains choix. Les contraintes de temps et de format sont en effet les plus structurantes et les plus récurrentes du travail journalistique tel qu'il est désormais défini et valorisé¹⁰². C'est en raison de ces mêmes contraintes que les journalistes mobilisent à peu près toujours les mêmes sources pour rédiger leurs papiers¹⁰³. Outre l'importance du travail des agenciers qui transparaît dans quasiment l'ensemble des papiers, on voit, en effet, en prenant connaissance des noms cités dans les articles – ou de ceux que l'on devine lorsqu'ils sont anonymisés -, auprès de quels écologistes les journalistes s'informent et quels sont leurs réseaux d'interconnaissance dans EELV. En faire une analyse systématique, ce que nous en ferons pas ici, permettrait d'éclairer à la fois la manière dont ils travaillent et les points de vue partisans qui structurent leur propre vision de ces primaires.

Cette analyse du lancement des candidatures montre bien comment elles sont impactées à la fois par les logiques partisans, - il s'agit bien de se positionner selon les lignes de démarcations propres au parti et selon les enjeux débattus nationalement au moment des candidatures -, et par les logiques d'opinion, l'opinion publique étant à ce stade essentiellement présente à travers les sondages dont les journalistes et les acteurs politiques font des usages spécifiques. Relayées et mises en scène dans et avec le concours de la presse,

⁹⁸ Lors de notre entretien du 14 juin 2011.

⁹⁹ Un seul portrait a apparemment été fait dans la presse nationale, voir Anne-Charlotte Dusseaux, « EELV : Henri Stoll, 'l'écologiste alsacien' », *Le Journal du dimanche*, 10 juin 2011.

¹⁰⁰ Seuls *Politis*, *Marianne* et quelques sites internet « alternatifs » ont réellement relayé sa candidature et ses positions.

¹⁰¹ Notons que cette focalisation sur les candidats crédités de chances de succès, qui s'accompagne généralement d'un questionnement différencié et de précautions particulières prises par les journalistes lorsqu'ils interrogent de potentiels vainqueurs, peut constituer une rupture de « l'égalité républicaine ». Voir sur ce point Cyril Lemieux, *op.cité*, pp.85-86.

¹⁰² Pour plus de détails sur leur impact concret, voir notamment Sandrine Lévêque, « Travail journalistique et mouvements sociaux : analyse d'une co-production médiatique. L'exemple du mouvement altermondialiste en France », communication au Congrès de l'AFSP de Lyon, 2005, qui montre bien qu'est bon journaliste doit « savoir expliquer les choses dans un format adapté et un temps qui corresponde au bouclage », ou Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, (2001), 2009, attestant que « l'urgence constitue un rapport permanent au temps » des journalistes, ou encore Cyril Lemieux, *op.cité*, qui souligne les contraintes de temps et la nécessité du respect des formats. Pour avoir une idée claire de ces contraintes lorsqu'elles sont constituées en savoir-faire professionnel, on pourra utilement consulter parmi une multitude d'ouvrages Michel Voirol, *Guide de la rédaction*, Paris, CFPJ éditions, 1997 et Jean-Luc Martin-Lagardette, *Le guide de l'écriture journalistique. Concevoir, rédiger, présenter l'information*, Paris, La Découverte et Syros 2000.

¹⁰³ Cyril Lemieux et Sandrine Lévêque soulignent le lien entre les contraintes de temps et l'habitude que les journalistes ont pris d'interroger « les sources médiatiques les plus en vue » (Cyril Lemieux, *op.cité*), de se focaliser sur « les sources les plus sûres » (Sandrine Lévêque, *op.cité*) ou d'interroger tout simplement les acteurs avec lesquels ils ont pu tisser au fil du temps des relations de confiance ou qui se sont le mieux adaptés à leurs propres contraintes professionnelles.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

ces candidatures sont également travaillées par les entourages, qui concourent à les faire exister et vivre dans l'attente du lancement de la campagne.

II/ Les candidats en campagne. « S'imposer aux imposants »¹⁰⁴.

Se déclarer candidat/e, et construire une dynamique autour de sa candidature, revient à faire la preuve de sa légitimité à concourir, tout autant qu'à spécifier l'écologie politique que l'on entend représenter. Ici encore, les logiques partisanes et médiatiques structurent l'opposition entre les deux principaux candidat/e/s, que la campagne officielle des primaires¹⁰⁵ va permettre de départager. L'ensemble des événements de campagne constitue autant d'occasions de se démarquer les uns des autres et de politiser leur candidature (1). L'enjeu à ce stade est bien d'apparaître auprès des militant/e/s comme du grand public, comme le/la plus légitimes dans le rôle¹⁰⁶ de « présidentiable »¹⁰⁷ écologiste, ce qui nécessite de rester le plus fidèle possible aux critères de légitimité que le parti qu'ils prétendent représenter revendique (2).

I/ Equipes, partis pris et mise en scène. Démarcation et politisation dans la campagne.

Inscrits d'office dans la logique imposée par l'élection présidentielle de « la valorisation de l'union » et du rassemblement¹⁰⁸, les candidat/e/s doivent se démarquer les uns des autres et rassembler le plus de soutiens. Constituer son équipe, définir ses thématiques prioritaires, animer sa campagne, utiliser aux mieux ses ressources et capitaux personnels, sont autant de savoir-faire nécessaires aux candidat/e/s à cette phase de la compétition, phase durant laquelle ils ne peuvent pas – encore - bénéficier légitimement des soutiens officiels de l'organisation.

Dans cette lutte, Eva Joly est « partie en premier », forte de la – quasi - onction qui lui avait été donnée lors des Journées d'été 2010. Dès novembre, la presse relaie les axes thématiques¹⁰⁹, les informations relatives à la structuration de son équipe et à l'organisation

¹⁰⁴ En référence à Hélène Chamboredon, Fabienne Pavis, Muriel Surdez et Lauent Willemez.

¹⁰⁵ Celle-ci se déroule du 6 juin (le lendemain de la date officielle de clôture des candidatures) au 7 juillet (date officielle de la clôture des votes papier du deuxième tour) et oppose en deux tours, quatre (Eva Joly, Nicolas Hulot, Stéphane Lhomme et Henri Stoll) puis deux candidats (Eva Joly et Nicolas Hulot). Dans ce laps de temps, quatre débats seront organisés (trois pour le premier tour et un d'entre deux tours) et de multiples déplacements sur le terrain et interventions médiatiques sont orchestrées par les équipes de campagne.

¹⁰⁶ Le rôle est défini ici comme « l'ensemble des comportements qui sont liés à la position qu'on occupe et qui permettent de faire exister cette position, de la consolider et, surtout, de la rendre sensible aux autres ». D'après « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, vol.10, n°38, 1997, pp.7-17.

¹⁰⁷ Nous entendons ici le terme à la fois dans son acception courante, « qui aspire à se faire élire président de la République ou pourrait et serait capable de le devenir », mais également en tenant compte des caractéristiques qui conditionnent l'institution présidentielle telle qu'elle a évolué sous la Vème République - voir sur ce point notamment Bernard Lacroix et Jacques Lagroye, (dir.), *Le président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1992 -, et des manières journalistiques de construire et d'imposer une définition légitime de cette fonction à partir de poncifs finalement jamais remis en cause (la rencontre d'un homme et d'un peuple, une incarnation, une volonté politique constamment réaffirmée...).

¹⁰⁸ Jean-Claude Colliard, « Le processus de nomination des candidats et l'organisation des campagnes électorales », in Nicholas Wahl et Jean-Louis Quermonne (dir.), *La France présidentielle. L'influence du suffrage universel sur la vie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, p. 79.

¹⁰⁹ Notamment autour de la « sobriété heureuse » et de la lutte anti corruption. Voir par exemple Emmanuel Lévy, « Le programme 2012 très socialo-compatible d'Eva Joly », *Marianne* du 3 novembre 2010. Elle se déclarera également comme « la candidate de la sortie du nucléaire » dans une tribune parue dans Libération le

Congrès AFSP Strasbourg 2011

de sa campagne¹¹⁰ : elle a « déjà mobilisé son premier cercle d'amis »¹¹¹, « constitué une petite équipe, son seul véritable « staff » » depuis Bruxelles¹¹², « un autre cercle a été constitué à Paris »¹¹³ qui l'aide à rencontrer des personnalités et des intellectuels¹¹⁴. Les rôles sont d'ores et déjà distribués dans l'équipe de campagne¹¹⁵ mais Eva Joly est présentée comme la seule décideuse du calendrier et des événements, préférant se construire une stature médiatique, une « crédibilité » dans la compétition, loin des poncifs écologistes dans lesquels elle ne voudrait pas se voir enfermée : « L'eurodéputée prévient qu'on ne lui fera pas enfileur le costume de 'l'écolo historique' qui propose 'de prendre des douches froides dans le noir' [...]. Elle a décidé de faire campagne pour 'une société plus juste' avec des propositions qui montrent que 'c'est possible'. Et tant pis pour l'utopie chère aux Verts »¹¹⁶. C'est à la mi-février et alors qu'il n'est pas encore officiellement candidat que Nicolas Hulot, à son tour, prépare sa candidature, mobilise son entourage¹¹⁷, « consulte des experts en tout genre »¹¹⁸, recherche les soutiens des figures du parti¹¹⁹. Le moment clé de la pré campagne est en effet celui de la recherche des deux cent signatures, preuve du parrainage des candidats par les militants et les élu/e/s du mouvement. Diffusant largement leur déclaration de candidature, les équipes cherchent des soutiens emblématiques, qu'elles affichent ensuite comme des trophées, comme celle de Stéphane Hessel, qui se déclare pour Nicolas Hulot début mai et

10 mai 2011 ce qui sera à ce stade une manière de néantiser la candidature de Stéphane Lhomme et de pousser Nicolas Hulot à prendre position clairement sur la sortie du nucléaire.

¹¹⁰ Voir par exemple Sylvia Zappi, « Quasi candidate, Eva Joly garde sa liberté », *Le Monde* du 13 novembre 2010.

¹¹¹ Les juristes William Bourdon, Laurence Vichnievsky et Gilles Lacan, le directeur de Radio Nova Bruno Delpont.

¹¹² Autour d'Eva Joly et de ses deux assistants parlementaires.

¹¹³ Qu'un proche de Daniel Cohn-Bendit, André Gattolin, anime.

¹¹⁴ Sont cités Denis Pingaud, vice-président d'Opinionway ; Edgar Morin, sociologue ; Lucile Schmid, ancienne responsable du laboratoire des idées du Parti socialiste dont elle était élue.

¹¹⁵ Yannick Jadot, eurodéputé est directeur de campagne, Pascal Canfin, eurodéputé et sa compagne, Eva Sas, animatrice de la commission économie des Verts ainsi qu'Edouard Gaudot, conseiller du groupe écologiste au Parlement européen travaillent sur les thèmes de campagne et rédigent les fiches techniques. Viendront ensuite notamment les deux anciens collaborateurs de Noël Mamère, Sergio Coronado, son directeur de campagne, et Patrick Farbiaz, son conseiller politique, mais aussi Karima Delli, eurodéputée et Julien Bayou, conseiller régional en Ile-de-France, tous deux membres des associations « Sauvons les riches » et de « Jeudi noir ». En plus de l'équipe de campagne à proprement parler, un conseil politique est également réuni chaque semaine. En sont membres Jean-Vincent Placé et François de Rugy, Noël Mamère et Dominique Voynet. Pour les détails, voir <http://www.lejdd.fr/Election-presidentielle-2012/Images/L-equipe-de-campagne-d-Eva-Joly/Sergio-Coronado-356439/>

¹¹⁶ Sylvia Zappi, « Quasi candidate, Eva Joly garde sa liberté », *Le Monde* du 13 novembre 2010. Il faut noter que cet article paraît à côté d'un entretien avec Christophe Prochasson, Directeur d'études à l'EHESS, qui signale la modernité de la pensée écologiste, la justesse de l'engagement de cette mouvance pour une politique morale, authentique et transparente, la capacité d'Eva Joly à incarner ses valeurs, qui sont fondamentalement celles de la gauche.

¹¹⁷ Parmi ses proches, on compte notamment Jean-Paul Besset (ancien journaliste, eurodéputé EELV), Pascal Durand (avocat, délégué général d'Europe écologie puis porte-parole de EELV) qui est co-directeur de campagne avec Annabelle Jaeger (conseillère régionale EELV, ex Fondation Nicolas Hulot), Gérald Feldzer (conseiller régional EELV). Suivront également Anne de Béthencourt (ancienne de la Fondation), chargée de l'organisation, Mathieu Orphelin, chargé des propositions programmatiques, ainsi qu'un cercle plus large de sympathisants volontaires.

¹¹⁸ Parmi lesquels Patrick Criqui (économiste et expert en lutte contre le changement climatique), Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean (fondateurs de la société de conseil Carbone 4), Tim Jackson (économiste), Serge Guérin, sociologue, Nicolas Stern, auteur du rapport sur le coût du non engagement dans le développement durable...

¹¹⁹ Voir par exemple Emilie Trevert, « Rencontre avec Nicolas Hulot, 'M.Mystère' », *Le Point* du 16 février 2011.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

dont le ralliement est médiatisé¹²⁰. Les thèmes de campagne sont également relayés, l'accent est mis sur ses visites dans les quartiers, manière d'affirmer sa veine sociale et redire qu'il est « venu au social par l'écologie »¹²¹.

On peut souligner ici qu'aucun conseiller en communication ou attaché de presse ne figure *a priori* en tant que tel dans l'une ou l'autre des équipes de campagne. Il ne faut pas selon nous interpréter ce point comme une exception faite par les écologistes à la composition du pôle professionnels de la politique/communicants qu'Erik Neveu propose dans son modèle¹²², mais plutôt comme la preuve qu'à ce stade au moins – celui de la campagne interne des primaires – les candidat/e/s se contentent de bénéficier, par ricochet, des savoir-faire acquis par certains membres de leurs entourages, lesquels ont acquis, dans leurs expériences militantes ou professionnelles antérieures, les savoir-faire nécessaires et suffisants¹²³.

La campagne se déroule en réalité en deux temps : celui de la pré-campagne et celui de la campagne officielle. Elle ne se distinguent pas sur le fond mais sur la forme, la première se déroulant quasi exclusivement par voie médiatique, la seconde s'organisant autour des quatre débats officiels organisés par le parti. Les visites de terrain et les interviews émaillent par ailleurs les deux périodes.

Pendant la pré-campagne, deux polémiques éclatent, celles du financement de la campagne de Nicolas Hulot par un micro-parti¹²⁴, et celle de sa « gaffe »¹²⁵, pendant le congrès de La Rochelle les 4 et 5 juin 2011¹²⁶, à propos de son éventuel tandem avec Jean-Louis Borloo¹²⁷. Largement diffusées par la presse et instrumentalisées, ces polémiques visent en réalité à contrer le cadrage à gauche de la candidature de Nicolas Hulot que les proches de ce dernier tentent d'imposer¹²⁸, répondant ainsi au cadrage à droite que les pro-Joly proposent et qui fait de Nicolas Hulot le candidat d'union avec la droite, le salarié de TF1 auprès duquel

¹²⁰ Voir N.M, « Hessel vote Hulot », *Le Journal du dimanche* du 3 mai 2011 ; la dépêche AFP « Hessel soutient la candidature d'Hulot pour 2012 », parue dans *Libération* du 3 mai 2011.

¹²¹ Audrey Chauvet, « Nicolas Hulot mène sa campagne en banlieue », *20 minutes* du 22 mai 2011.

¹²² Les écologistes ont en effet largement acté l'importance de s'adjoindre des professionnels de la communication lors de leurs campagnes électorales. Voir l'innovation que constitue la campagne présidentielle de 1995 de Dominique Voynet sur ce point dans Patrick Salmon, *Les écologistes et les médias. De René Dumont à Dominique Voynet*, Paris, L'Harmattan, 2001.

¹²³ Nous pensons notamment à Yannick Jadot, porte-parole d'Eva Joly, ancien directeur des programmes de Greenpeace, aux jeunes militants associatifs de « Sauvons les riches » et de « Jeudi noir » comme Julien Bayou, rompus aux techniques de communication les plus récentes, ou encore à Jean-Paul Besset, ancien journaliste et porte-parole de Nicolas Hulot.

¹²⁴ Voir par exemple Sylvie Zappi, « Divergences sur le financement de la pré-campagne chez les Verts », *Le Monde* du 25 mai 2011 et « Primaire : le micro-parti de Hulot critiqué par les proches de Joly », paru dans *Les échos* du 25 mai 2011.

¹²⁵ On peut ici définir la gaffe à la suite de Cyril Lemieux qui explique qu'une gaffe n'est pas une maladresse de contenu mais une mauvaise appréciation de la part de l'orateur de la situation d'énonciation où il se trouve. Ce qui tendrait ici à alimenter la thèse de Nicolas Hulot novice en politique, plutôt que celle de la confiance aux médias dont il serait proche de par son expérience professionnelle. Voir Cyril Lemieux, *op.cité*, p.103.

¹²⁶ Cet « événement » est le seul du congrès, l'élection de Cécile Duflot à la tête de la nouvelle organisation et la prééminence de cette dernière sur le mouvement que sa réélection (pour la troisième fois) suppose, et le renouvellement complet des membres de l'équipe dirigeante, passant aussi inaperçus que les enjeux politiques du congrès qui est pourtant le premier du nouveau parti politique EELV.

¹²⁷ Sur Nicolas Hulot et le duo avec Jean-Louis Borloo, voir notamment Rodolphe Geisler, « L'ombre de Borloo s'invite à la primaire des écolos », *Le Figaro* du 4 juin 2011 ; Sylvie Zappi, « Alliance avec Borloo : la « boulette » de Nicolas Hulot », *Le Monde* du 4 juin 2011 ; Lilian Alemagna, « Hulot fait un pas vers Borloo... et réveille le congrès des écolos », *Libération* du 4 juin 2011.

¹²⁸ Pour une analyse des usages politiques de cette « gaffe », voir Lilian Alemagna, « Hulot, un bleu anime le congrès vert », *Libération* du 6 juin 2011.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

l'argent des mécènes des multinationales coulerait à flot¹²⁹, alors qu'Eva Joly serait l'icône de la lutte pour la transparence économique et financière et contre la corruption.

Ce n'est qu'une fois le calendrier¹³⁰ et les modalités¹³¹ des primaires¹³² fixés, que la campagne officielle peut débuter. Pour éviter « le duel fratricide », la « primaire sale »¹³³, une régulation de la compétition est décidée. Un comité d'éthique est créé¹³⁴ et mis en place après le conseil fédéral du 14 mai 2011. Pouvant être saisi par les candidat/e/s ou s'autosaisir, il doit veiller à ce qu'aucun/e ne soit l'objet d'attaques personnelles¹³⁵. La campagne officielle dure du 6 juin au 7 juillet. La plupart des événements sont annoncés et consignés par le site internet général¹³⁶, et un détail plus précis est disponible sur les blogs de campagne des candidat/e/s.

Les équipes de campagne sont déjà rodées et se réunissent régulièrement. Les tâches sont réparties en fonction des rôles attirés et des compétences de chacun. Dans l'équipe de Nicolas Hulot, comme dans celle d'Eva Joly, les événements de campagne sont proposés, discutés puis soumis à l'approbation des candidat/e/s. Les propositions émanent soit des comités de campagne, qui se réunissent une fois par semaine aux dires de leurs membres respectifs que nous avons interrogés, soit des relais en régions, constitués par les élu/e/s ou les militant/e/s. Aussi sensibles au bouche à oreille militant, qu'à la visibilité médiatique de leurs déplacements, les candidat/e/s tentent d'après nos observations, de faire correspondre les thématiques de leurs interventions et visites de terrain avec l'actualité. Ils organisent également des rencontres militantes en fonction du poids électoral que représentent en interne les régions. Si Eva Joly a, dès la fin des élections européennes, fait le choix de soutenir même les plus « petit/e/s » candidat/e/s lors des élections régionales et cantonales¹³⁷, l'équipe de Nicolas Hulot « essaie de faire les plus grosses régions »¹³⁸ car, partis plus tard en campagne, il leur semble rationnel d'aller dans les villes où ils pourront rencontrer le plus de militant/e/s et de sympathisant/e/s. Ces deux stratégies semblent cohérentes avec les enjeux que les candidat/e/s se sont fixés : Eva Joly doit continuer d'apparaître comme celle qui se prête le

¹²⁹ Les collaborations de sa fondation avec de grandes entreprises privées sont d'ailleurs critiquées dans un rapport parlementaire sur les modes de financement et de gouvernance des associations de protection de la nature et de l'environnement, remis le 9 février, et ses critiques sont immédiatement soulignées par les militant/e/s pro-Joly et la presse. Voir notamment « La Fondation Hulot dément tout 'lien trouble' avec ses mécènes », paru dans *Libération* le 17 février 2011.

¹³⁰ Débattu dans le cadre d'une commission de conciliation, il a été défini lors du conseil fédéral transitoire des 2 et 3 avril 2011, qui a décidé à la majorité des voix que la primaire aurait lieu avant l'été 2011, ce qui a été interprété comme une victoire des partisans d'Eva Joly contre les supporters de Nicolas Hulot plus favorables à une primaire à l'automne qui aurait laissé à leur candidat le temps de mieux organiser sa candidature et sa campagne. Voir par exemple Rodolphe Geisler, « Les écolos désigneront leur candidat en juin », *Le Figaro* du 4 avril 2011.

¹³¹ Les candidats doivent obtenir 200 signatures pour pouvoir participer aux primaires. Les votants doivent eux, adhérer au *Manifeste* et payer 10 euros pour s'inscrire, avant le 10 juin (Nicolas Hulot voulait 5 euros, les Verts avaient dit 20, l'accord a été passé à 10 lors du conseil fédéral du 14 mai. L'enjeu pour les partisans de Nicolas Hulot était d'abaisser le coût financier d'entrée afin d'élargir le corps électoral, pour échapper à un vote des bases écologistes supposées plus favorable à Eva Joly).

¹³² Elle aura finalement réuni plus de 32 896 inscrits (dont 25.269 votants au premier tour et 22.734 au second) et coutée environ 250.000 euros, d'après Alexis Braud, chargé de la commission primaire à EELV, dont les propos rapportés sont consultables sur <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/05/26/97001-20110526FILWWW00594-primaire-eelvcout-250000-euros.php>

¹³³ Rodolphe Geisler, « « A Dijon, les cadres écolos craignent une 'primaire sale' », *Le Figaro* du 5 avril 2011.

¹³⁴ Voir la dépêche AFP parue dans *L'Express*, le 6 mai 2011, « Primaire écologiste : un comité d'éthique mis en place pour éviter les attaques ».

¹³⁵ Il faut rappeler qu'à l'origine, c'est Daniel Cohn-Bendit qui avait souhaité ce dispositif, lors de la Convention nationale du 5 juin 2010, au moment des échanges avec Jean-Vincent Placé sur Eva Joly « la vieille éthique ».

¹³⁶ <http://primairedelecologie.fr/>

¹³⁷ Sylvia Zappi a en effet noté ce point. Elle le souligne dans notre entretien du 14 juin 2011.

¹³⁸ D'après Jean-Paul Besset, lors de notre entretien du 4 juin 2011.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

plus et le mieux au jeu des campagnes, Nicolas Hulot, pour qui l'enjeu est de la concurrencer auprès des militant/e/s dans le rôle de candidat/e du parti, doit les convaincre qu'il n'est pas « ce que certains se plaisent à décrire »¹³⁹. Les sites de campagne des candidat/e/s sont régulièrement alimentés¹⁴⁰.

Dans cette compétition qui soumet le candidat/e/s à des emplois du temps extrêmement chargés et qui met à l'épreuve leurs capacités tant physiques qu'intellectuelles, les relations avec les médias qui rendent compte de leurs actions et démultiplient leur visibilité sont considérées comme cruciales. L'avis des journalistes compte. Parce que les militants leur imputent souvent le pouvoir de (dé)faire un/e candidat/e et parce qu'à partir des interviews, se constitue une réputation de « bon ou de mauvais/e » client/e. Et cette réputation joue sur le nombre d'invitations et les interactions pendant l'interview. Eva Joly en a fait les frais, notamment au moment du congrès, alors que les jugements négatifs sur ses interventions médiatiques se multipliaient et se diffusaient dans le parti. Thomas Legrand nous confie en effet que, s'il faisait au départ partie des journalistes portant un regard plutôt bienveillant envers Eva Joly, elle a rapidement été « mauvaise » et qu'il pense que cela l'a handicapée dans la campagne. Il explique : « moi je l'ai interviewée [...] on n'a pas deux phrases [...] elle ne prend pas les sujets [...] elle n'arrive pas à incarner autre chose que ses sujets de prédilection où elle est passionnante et ça, c'est la limite qu'elle n'a pas su dépasser, voilà, c'est dommage [...] on a l'impression qu'elle récite un truc, sur l'économie c'est très laborieux, c'est pas des idées à elle. Son entourage le sent, son entourage commence à la quitter, ils prennent des contacts en douce chez Hulot, c'est assez dramatique »¹⁴¹. La dureté de ces commentaires, tout autant que leur banalité lorsqu'il s'agit de parler d'une femme politique, nous laisse penser qu'Eva Joly est ici d'autant plus mal jugée qu'elle est victime des représentations les plus stéréotypées des femmes en politique. Thomas Legrand lui dénie classiquement toute compétence au-delà de ses sujets de prédilection et s'il lui reconnaît bien volontiers une compétence sur des sujets « masculins » (les relations internationales, les finances...), il ne le fait qu'au regard de son parcours professionnel et non au titre de ses qualités de candidate. Soulignant qu'il a parfois l'impression que Nicolas Hulot « découvre la lune », il le trouve néanmoins meilleur « client » pour les médias : « on le reçoit, il est super efficace. Il est clair », même s'il vient peu aux émissions de peur d'être « critiqué ». Sylvia Zappi a, sûrement en partie parce qu'elle est elle-même une femme, un autre point de vue. « L'élocution pas toujours évidente », « la petite voix fluette », les « digressions » d'Eva Joly, sont pour elle des avantages auprès d'un électorat qui n'est pas nécessairement séduit par des candidats « dans le format ». De son point de vue, si Nicolas Hulot a l'avantage indéniable de savoir « bien parler » et de bien « maîtriser ses sujets environnementaux », son rapport au journalisme politique le dessert. Elle confie que « les réactions à fleur de peau [...] le coup de fil de l'attachée de presse¹⁴² puis de Nicolas lui-même en hurlant [...] ça ne va pas durer longtemps ! »¹⁴³. Ces différences d'appréciation sur les qualités médiatiques des candidat/e/s viennent peut-être du fait que, homme et femme, ces journalistes ont également des parcours très différents. Entre autres éléments, l'expérience militante de Sylvia Zappi à la LCR et sa spécialisation dans le suivi politique de l'extrême gauche n'ont en effet pas grand chose à voir avec l'expérience de grand reporter de Thomas Legrand, ou avec son travail d'éditorialiste.

¹³⁹ Jean-Paul Besset lors de notre entretien du 4 juin 2011.

¹⁴⁰ Sur les différences de fond et de forme des sites des quatre candidats, voir Judith Chétrit, « Europe écologie : la primaire se joue d'abord sur le net », *Le Nouvel observateur* du 10 juin 2011.

¹⁴¹ Propos recueillis lors de notre entretien du 31 mai 2011.

¹⁴² Nous relevons ici un point de débat. Si Sylvia Zappi mentionne clairement l'existence d'une attachée de presse, Jean-Paul Besset a clairement affirmé lors de notre entretien qu'il n'y en avait pas de professionnelle auprès de Nicolas Hulot, ce que nous avons nous même constaté lors du Congrès de La Rochelle.

¹⁴³ Propos recueillis lors de notre entretien 14 juin 2011.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Les débats officiels offrent aux candidat/e/s un autre type de format. Toujours animés par des journalistes¹⁴⁴ et sous le haut patronage de Cécile Duflot et de Philippe Meirieu (aux titres de secrétaire nationale et de président du conseil fédéral d'EELV), ils permettent aux candidat/e/s de présenter leur candidature¹⁴⁵, d'intervenir, chacun leur tour et en bénéficiant du même temps de parole, pour répondre à des questions de politique générale (leur vision de l'écologie, leur perception des alliances politiques...) ou plus thématiques (le nucléaire, l'éducation, la politique internationale, l'économie, l'emploi, la sécurité...). Dans ces débats « non contradictoires »¹⁴⁶, les positions divergent peu sur le fond. L'enjeu est en effet de faire la différence sur le « style », la « posture », la « personnalité »¹⁴⁷. Les échanges se doivent d'être policés, l'enjeu principal étant de départager les candidat/e/s sans briser l'image de rassemblement que les écologistes souhaitent donner¹⁴⁸. Les candidat/e/s ne respectent pas toujours leur « pacte de non agression », et les médias couvrent ces débats comme des « matchs », dans lesquels les candidat/e/s se doivent de « marquer le plus de points ». Pris par le prisme présidentiel tout autant que par la « stratégisation du jeu politique »¹⁴⁹, les journalistes, de plus en plus attentifs aux coups échangés entre les acteurs politiques et aux coulisses de la vie politique, ont en effet tendance à réduire leur approche de la politique à la « course de chevaux »¹⁵⁰. Cette facette de l'activité politique est en effet la plus valorisée, dans l'état actuel des contraintes qui leur sont imposées par la soumission des organes de presse pour lesquels ils travaillent aux logiques purement commerciales¹⁵¹ et capitalistes¹⁵². Les journalistes et les équipes partisans s'adaptent par ailleurs à ces logiques, participant ainsi activement à l'emboîtement des professionnalismes politique et journalistique¹⁵³.

A propos des débats officiels

Le premier le 6 juin à Toulouse est qualifié de « round d'observation »¹⁵⁴. Les candidat/e/s présentent leur candidature, leurs axes de campagne. Eva Joly rend hommage à René Dumont en brandissant un verre d'eau,

¹⁴⁴ Stéphane Alliès et Cécile Amar pour le premier, Stéphane Alliès et Rodolphe Geisler pour le second, Stéphane Alliès et Sébastien Leroy pour le troisième, Jean-Pierre Gratien pour celui de l'entre-deux-tours. Nous supposons sans avoir pu le vérifier que Stéphane Alliès a été choisi comme représentant de Médiapart, dont la notoriété auprès des écologistes est forte (Edwy Plenel avait été invité aux journées d'été de Nantes et son combat contre la présidence Sarkozy avait été applaudi) ; Rodolphe Geisler passe pour être « un copain » de Jean-Vincent Placé ; Cécile Amar représente Le Journal du dimanche, Sébastien Leroy de Nord Eclair représente la PQR lors du débat à Lille et Jean-Pierre Gratien, d'LCP Assemblée nationale, une chaîne spécialisée en politique.

¹⁴⁵ Ces interventions sont conçues comme complémentaires des professions de foi envoyées aux votants, avec l'ensemble du matériel de vote.

¹⁴⁶ Rodolphe Geisler, « A Toulouse, Duflot apporte un soutien implicite à Hulot », *Le Figaro* du 7 juin 2011.

¹⁴⁷ Voir par exemple Alexandre Picard, « Comment Hulot et Joly s'approprient le programme écologiste », *Le Monde* du 10 juin 2011.

¹⁴⁸ Quelques articles soulèveront le caractère factice de cette apparence d'union. Voir par exemple Mathias Destal, « Stéphane Lhomme, le caillou dans la chaussure d'Europe-écologie », *Libération* du 14 juin 2011. D'autres rappelleront la prégnance de cet enjeu pour le parti et la secrétaire nationale. Voir par exemple « Les écologistes appelés au rassemblement après la primaire », *Le Figaro* du 9 Juillet 2011.

¹⁴⁹ Rémi Lefebvre, « Leçon 45. Médias et politique. Les transformations du journalisme », in Rémi Lefebvre, *Leçons d'introduction à la Science politique*, Paris, Ellipses, 2010, pp.237-240.

¹⁵⁰ D'après Erik Neveu, « Des questions jamais entendues. Crise et renouvellements du journalisme politique à la télévision », *op.cité*.

¹⁵¹ Voir notamment et Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, (2001), 2009.

¹⁵² Selon Ivan Chupin, Nicolas Hubé et Nicolas Kaciaf, *Histoire politique et économique des médias en France*, Paris, La Découverte, 2009, p.9.

¹⁵³ Cyril Lemieux, *op.cité*, p.15.

¹⁵⁴ Patrick Tejero, « Lundi à Toulouse, le premier débat de la « primaire » verte a tourné au round d'observation entre les quatre candidats », www.rtl.fr, le 7 juin 2011.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

revient sur son parcours et lance « l'écologie de combat ». Nicolas Hulot s'inscrit dans l'histoire longue de l'écologie et propose une « révolution à l'amiable ». Henri Stoll « fait sa promotion » et présente ses réalisations concrètes. Quand à Stéphane Lhomme, il dénonce le « duel Hulot-Joly ». Le deuxième débat, le 9 juin à Paris, voit l'offensive de Stéphane Lhomme contre Nicolas Hulot, qu'Eva Joly applaudit. Nicolas Hulot, ne répondant qu'à sa principale concurrente, se prononce contre une écologie « de la punition », « moralisatrice et culpabilisante »¹⁵⁵. La passe d'arme finit lors du troisième débat, le 15 juin à Lille, avec le désormais célèbre « L'écologie de combat, Eva, ce n'est pas l'écologie des coups bas » de Nicolas Hulot. En ouverture, Cécile Duflot avait pourtant rappelé que l'état d'esprit était de départager les candidat/e/s, dans le respect des valeurs écologistes de non violence active et de coopération. Elle constate qu'à ce stade, on était sûrement « allé au bout de l'exercice »¹⁵⁶. Le débat de l'entre-deux-tours, à Grenoble le 30 juin est, lui, beaucoup plus serein, mais il est vrai que Nicolas Hulot n'y croit plus et qu'Eva Joly est plus que jamais « rassembleuse »¹⁵⁷.

2/ Ethique, compétence et quoi de neuf? La construction d'une légitimité « Europe-écologiste ».

Chez les Verts, l'investiture des candidats était réputée se faire en fonction de deux critères : l'éthique et la compétence¹⁵⁸. L'éthique était attestée par un ensemble de pratiques quotidiennes : « Le candidat écologiste doit être régi [...] par une certaine éthique. [...] Cette éthique se diffuse sous la forme de préceptes, de lignes de conduite, de principes directeurs précis et méticuleux concernant autant la morale que les manières de vivre (maison, nourriture, moyens de transport, rapports de travail, relations sociales...) »¹⁵⁹. La compétence était, elle, le résultat d'un engagement militant antérieur ayant fonctionné comme moment d'apprentissage. « La participation à une association semble conférer une compétence qui peut se projeter et s'utiliser dans l'univers politique. [...] [Elle] apparaît comme un référent indispensable, une étape quasi inévitable pour obtenir le 'label' Vert »¹⁶⁰. Ces deux critères s'évaluaient généralement sur le long terme et leur reconnaissance fonctionnait comme octroi d'une double légitimité : une légitimité par rapport aux valeurs écologistes et une légitimité de « terrain ». Etre sélectionné/e pour concourir à une élection au nom des Verts se concevait ainsi comme la preuve d'un engagement militant soutenu et vérifié dans les moments de mobilisation et d'action collective¹⁶¹, et celle du respect des règles institutionnelles et des valeurs écologistes¹⁶². Or, l'arrivée sur la scène politique d'Europe écologie pour la

¹⁵⁵ Maël Thierry, « Joly-Hulot : un set partout », *Le Nouvel observateur* du 10 juin 2011.

¹⁵⁶ Voir la dépêche AFP parue dans *Le Monde* du 16 juin 2011 « Primaire écologiste : Duflot regrette les « dérapages » entre Hulot et Joly ».

¹⁵⁷ Voir par exemple la dépêche AFP parue dans *Le Monde* du 30 juin 2011 « Primaire : Joly et Hulot affichent leur « unité » lors du dernier débat.

¹⁵⁸ Voir Bruno Villaba et Yves Boucher, « Le militant, la compétence et l'éthique : les conditions de l'investiture chez les Verts », *Politix*, n°9, 1990.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p.39.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p.38.

¹⁶¹ Voir sur ce point Sylvie Ollitrault, *Action collective et construction identitaire : le cas du militantisme écologiste en France*, Thèse de Doctorat de Science politique, Rennes 1, IEP, 1996.

¹⁶² Au-delà de ces principes de légitimité, dans la pratique, l'entrée dans la carrière politique se faisait selon un processus d'investiture réglé par les statuts et le règlement intérieur du parti. Ce processus est, en première instance, décentralisé et démocratique. Selon le principe de subsidiarité, la première sélection des candidats se fait par les militants, réunis en assemblée générale locale, départementale ou régionale. Depuis au moins huit ans, lors de ces assemblées, les militants élisent un vivier de candidats, ordonnancé ou non. La commission électorale – dite « commission des 21 » –, instance de régulation réunie dans un deuxième temps, vérifiait la compatibilité des candidatures et des ordonnancements de liste, avec les critères de parité, de respect de la proportionnelle des courants et, le cas échéant, de répartition géographique. Composée de représentants mandatés par les courants (selon une règle de représentation proportionnelle basée sur les rapports de force entre les courants à la dernière Assemblée générale décentralisée), et de membres clés du secrétariat responsable du territoire (le secrétaire territorial et le responsable en charge des élections notamment), la commission électorale était autorisée à modifier la sélection et/ou l'ordonnancement des candidats afin que chacun de ces critères soit

Congrès AFSP Strasbourg 2011

préparation des élections européennes de 2009, puis régionales de 2010, a bousculé les pratiques concrètes qui régissaient la production et la sélection partisane des candidatures. D'après nos observations, la sélection des candidats Europe écologie, organisée de manière parallèle à la sélection des candidat/e/s du parti Verts, a été faite sur la base de la cooptation et en fonction de capitaux militants mais également de la visibilité médiatique des candidat/e/s. La nécessité de produire *in fine* des listes mixtes Verts/Europe écologie, a conduit, à procéder à des rééquilibres mêlant deux logiques différenciées – partisane et médiatique -. Les listes ont été composées en fonction de l'accumulation et du croisement de différents critères : parité, appartenance à un courant, cooptation, ancrage territorial, capital médiatique.

L'organisation d'une primaire (tout autant que l'élection démocratique des nouvelles instances d'EELV au congrès de La Rochelle) devait non seulement permettre à EELV de choisir son/sa candidat/e à l'élection présidentielle, mais également de mettre symboliquement fin au flou organisationnel et aux « légitimités différentielles »¹⁶³ hérités du processus de fusion entre Les Verts et Europe écologie. Le/La candidat/e se devant d'être pleinement reconnu/e comme celui/celle du nouveau parti - les militant/e/s redoutaient plus que tout un écart de voix trop faible qui aurait fait douter de sa légitimité -, le véritable enjeu n'était pas tant, selon nous, d'en finir avec les légitimités différentielles, que de réactualiser et les critères de la légitimité écologiste et de les officialiser. De ce point de vue, l'analyse des primaires permet selon nous d'affirmer qu'aux anciens critères de légitimité conservés – l'éthique et la compétence -, les écologistes en ont ajouté un autre : la notoriété. L'espoir de confirmer les récents succès électoraux à l'élection réputée la plus difficile pour eux, et de légitimer de ce fait une dynamique de rassemblement largement imposée aux militant/e/s par la direction Duflot, nécessitait en effet de s'engager dans une stratégie qui permettrait de « faire le plus de voix possible ». C'est, nous semble-t-il, la raison pour laquelle les écologistes ont cette fois accepté, et même recherché, une personnalisation et une visibilité médiatique qu'habituellement ils refusaient à leurs candidat/e/s. Si la candidature « réactionnelle » de Stéphane Lhomme n'a jamais semblé convaincre – elle rompait trop l'unité que l'on voulait démontrer -, et si celle d'Henri Stoll paraissait si « verte » qu'elle en était presque obsolète, c'est bien en vertu de ce nouveau triptyque de critères – éthique, compétence, notoriété - que les candidatures d'Eva Joly et de Nicolas Hulot ont été estimées. En effet, si la légitimité de la candidature d'Eva Joly a été mise en doute après avoir été quasiment officialisée dès 2010, et si Yves Cochet a retiré si rapidement sa candidature, c'est bien parce que les sondages laissaient croire que Nicolas Hulot réaliserait un meilleur score. Et si Nicolas Hulot a pu paraître comme légitime dans cette compétition à des militant/e/s, élu/e/s, cadres, et dirigeant/e/s écologistes parmi les plus sceptiques au départ sur sa candidature, c'est bien parce qu'ils étaient finalement convaincu/e/s qu'il était le plus à même de réaliser un score assez important (le fameux score « à deux chiffres ») pour en imposer ensuite à l'ensemble des partenaires politiques, et notamment au Parti socialiste. Le processus de construction des candidatures - allant souvent jusqu'à la caricature de leurs parcours militants, de leurs positions de fond et de leurs stratégies politiques¹⁶⁴ - auquel l'ensemble des acteurs a pris part a bien toujours été, selon nous, guidé en grande partie par l'appréciation

satisfait sur l'ensemble des territoires. Elle proposait ensuite au vote des militants réunis en assemblée générale locale ou décentralisée un ou plusieurs scénarii. Le scénario retenu était celui qui avait rassemblé la majorité des voix. Par ailleurs, il existait déjà un accord tacite sur le fait que des candidats non membres des Verts pouvaient concourir aux élections sous leur bannière. Leur sélection était alors soumise aux mêmes principes de légitimation que les candidats du parti.

¹⁶³ D'après Bastien François. Propos recueillis lors de notre entretien du 5 juillet 2011.

¹⁶⁴ Eva Joly - incarnation du rassemblement des écologistes, porteuse d'une écologie de combat et de gauche, créditée d'une expérience politique et institutionnelle - et Nicolas Hulot - électron libre d'une écologie de la pédagogie, ouverte au centre et à droite, simplement auréolé de sa notoriété médiatique -.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

subjective des bénéfiques qui pourraient être retirés collectivement du capital médiatique – à la fois pré existant et constitué dans la campagne - des deux candidats.

Mais cela ne pouvait pas se dire – uniquement - comme cela. D'où l'application que les acteurs ont mise dans la construction d'un sens politique à l'opposition de ces deux candidatures. Le duel entre une «écologie de combat»¹⁶⁵ et une «écologie de la pédagogie»¹⁶⁶, entre un «repli identitaire»¹⁶⁷ sur le parti Verts historique et un «saut qualitatif»¹⁶⁸ dans le processus de rassemblement des écologistes, entre la candidate d'une « certaine forme de radicalité » à gauche¹⁶⁹ et celui d'une « ouverture » jusqu'à « ceux qui ne partagent pas spontanément [les mêmes] convictions »¹⁷⁰, est bien une manière de (re)politiser les candidatures, de les (ré)inscrire dans le dicible de la compétition partisane pour l'investiture.

Comment dès lors interpréter la victoire d'Eva Joly, dont la lente ascension vers l'onction présidentielle a été reconstruite avant même l'annonce officielle de sa victoire¹⁷¹, et que les sondages ne donnaient pas favorite ? Faut-il affirmer avec Daniel Boy¹⁷² que le choix d'Eva Joly est une sorte de « prudence »¹⁷³, voire, de façon très normative, « un pas en arrière »¹⁷⁴ qui les prive selon lui d'une audience auprès d'un électorat plus large, de centre droit, auprès des cadres d'entreprises privées notamment ? Faut-il se ranger à l'avis de Sylvia Zappi, qui considère qu'Eva Joly a gagné parce qu'elle partage les luttes de terrain des militant/e/s écologistes, leur stratégie d'alliance privilégiée avec le Parti socialiste et qu'elle a su « faire allégeance »¹⁷⁵ ? Faut-il affirmer, avec Thomas Legrand, que si les écologistes « un peu anar » ont choisi pour les représenter « l'incarnation de la loi et de l'ordre », c'est une manière de rentrer dans « les clous de la République »¹⁷⁶ ? Si l'on préfère, pour notre part, nous garder d'interpréter à chaud le choix d'électeurs dont plus des deux tiers sont de nouveaux coopérateurs, dont on connaît encore moins les caractéristiques sociologiques que celles des adhérents des Verts que l'on connaissait déjà bien mal, on se contentera de d'émettre l'hypothèse selon laquelle la victoire d'Eva Joly signifie peut-être qu'au jeu de concurrence pour faire l'usage le plus politiquement pertinent des trois critères de légitimité partisane, c'est elle qui a su convertir le plus de ressources et les utiliser au mieux. Il faut par ailleurs souligner que ce qui compte à ce stade de la compétition présidentielle nationale,

¹⁶⁵ Le terme semble avoir été forgé par et avec Eva Joly.

¹⁶⁶ Nicolas Hulot ne paraît pas avoir inventé ce terme lui même. Il nous semble qu'il apparaît pour la première fois dans la bouche de Jean-Vincent Placé, occupé à établir entre les deux candidats des différences de style et de personnalité, plutôt que des différences relatives aux « thèmes », au « positionnement », et à la « stratégie ». Voir le chat du *Monde* « Placé : 'entre Joly et Hulot, il n'y a plus de différences sur les thèmes' », proposé le 6 juin et édité le jour suivant.

¹⁶⁷ C'est ce que signifierait pour Nicolas Hulot la victoire d'Eva Joly. D'après son intervention du 5 Juin 2011 sur *France Inter*.

¹⁶⁸ Selon José Bové dans Matthieu Ecoiffier, « Je choisis Hulot pour faire un pas de plus », *Libération* du 13 juin 2011.

¹⁶⁹ D'après Sergio Coronado. Voir Rodolphe Geisler, « A 'J-2' Joly joue la prudence, Hulot son va-tout », *Le Figaro* du 5 juin 2011.

¹⁷⁰ Nicolas Hulot, dans le chat du *Monde*, du 5 juillet 2011.

¹⁷¹ Voir « Comment Eva Joly a gagné l'investiture écologiste », publié dans *Le Monde* dès le 11 juillet 2011. Voir également deux jours plus tard Jim Jarrassé, « Eva Joly, l'irrésistible ascension d'une combattante », *Le Figaro* du 13 juillet 2011.

¹⁷² Chercheur au CEVIPOF.

¹⁷³ Dans un entretien accordé à Nathalie Birchem, disponible sur [http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/France/Daniel-Boy-Eva-Joly-c-est-un-vote-de-prudence-de-la-part-des-ecolos-_NG_-2011-07-11-688141/\(CRX_ARTICLE_ACCESS\)/ACCESS_CONTENT](http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/France/Daniel-Boy-Eva-Joly-c-est-un-vote-de-prudence-de-la-part-des-ecolos-_NG_-2011-07-11-688141/(CRX_ARTICLE_ACCESS)/ACCESS_CONTENT)

¹⁷⁴ Comme il l'affirmait dans un entretien accordé au *Parisien* le 28 juin 2011.

¹⁷⁵ Propos recueillis lors de notre entretien du 14 juin 2011. Voir également Sylvia Zappi, « Primaire écologiste : « l'écologie de combat » d'Eva Joly porte ses fruits », *Le Monde* du 29 juin 2011.

¹⁷⁶ Voir son éditio « Le succès d'Eva Joly » du 30 juin 2011 sur *France Inter*.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

l'essentiel est peut-être qu'Eva Joly soit effectivement perçue – à tort ou à raison – comme la « vertitude incarnée »¹⁷⁷, par le personnel politique, les journalistes et l' « opinion publique ».

*

Si l'opposition entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal pour l'élection présidentielle française de 2007 exprimait bien la diversité des usages politiques que l'on pouvait tenter de faire de son genre – et de son corps¹⁷⁸ – dans la compétition politique, et si l'opposition entre Barak Obama et Hillary Clinton pour la présidentielle américaine de 2008 a bien montré l'impact dans le champ politique de l'incessant croisement des identités de genre et de race¹⁷⁹, l'opposition d'Eva Joly et de Nicolas Hulot, si claire si on l'appréhende à travers la presse, peut paraître bien surfaite. Les écologistes avaient en effet, en réalité, le choix entre deux candidats, blancs, hétérosexuels, d'origine modeste mais dont l'ascension sociale et les revenus les situent plutôt dans la classe sociale supérieure, fraîchement convertis à l'écologie, profanes en politique, appliqués à donner aux écologistes connus et supposés les gages de leur légitimité, et dont seuls le genre et l'âge semblaient les départager de manière « objective ». La ressemblance de ces deux candidats que l'on perçoit malgré tout comme des candidats « faute de mieux », était parfois telle qu'un journaliste a pu vouloir les allier¹⁸⁰ ou qu'un militant a même voulu les cloner¹⁸¹.

La volonté de la majorité des écologistes d'avoir un candidat « jusqu'au bout », avec en toile de fond l'objectif de faire d'EELV un « grand » parti qui pourrait devenir autonome et majoritaire dans le champ politique, nécessitait, pour les écologistes, de prendre le risque de faire un mauvais score¹⁸² à « cette élection [qu'ils contestent] [...] ultra personnalisée, extrêmement individuelle, qui sans doute rend malade la vie politique française et dont [il savent qu'ils souhaitent] la voir réformée »¹⁸³. C'est peut-être pour éviter que la dynamique de leur rassemblement ne soit ternie, et faute de candidat parfait, que les écologistes ont cette fois préféré « sous traiter »¹⁸⁴, « externaliser »¹⁸⁵ l'élection présidentielle. Au moins dans l'attente qu'Eva Joly finisse peut-être par décider, avec et au nom du parti, de négocier chèrement son soutien au candidat socialiste dès le premier tour si Marine Le Pen était très haut dans les sondages. Manière de revenir à la position définie par le candidat qui, écologiste « pur jus » tout autant que « médiatique », semblait le plus « naturel » au départ : Daniel Cohn-Bendit.

¹⁷⁷ Lilian Alemagna, « Eva Joly est devenu la vertitude incarnée », *Libération* du 30 juin 2011.

¹⁷⁸ Voir Catherine Achin et Elsa Dorlin, « Nicolas Sarkozy ou la masculinité mascarade du Président », in *Le corps présidentiable, Raisons politiques*, n°31, août 2008, pp. 19-46 ; Catherine Achin et Elsa Dorlin, « J'ai changé, toi non plus », *Mouvements*, 5 avril 2007, consultable sur <http://www.mouvements.info/J-ai-change-toi-non-plus.html>

¹⁷⁹ Voir Eric Fassin, « Des identités politiques », in *Le corps présidentiable, Raisons politiques*, n°31, août 2008, pp. 65-80.

¹⁸⁰ Hervé Kempf, « Vive Nileva Jhulot », *Le Monde* du 21 juin 2011.

¹⁸¹ Selon un propos rapporté dans Alexandre Piquard et Nabil Wakin, « A Paris, Nicolas Hulot marque des points dans la primaire écologiste », *Le Monde* du 9 juin 2011.

¹⁸² Qui aurait été non seulement inférieur au 5,25% de Noël Mamère en 2002 mais surtout pas « à deux chiffres » comme cela a été évoqué au cours de la campagne.

¹⁸³ D'après Philippe Meirieu, intervenant lors du deuxième débat de la campagne officielle.

¹⁸⁴ Voir Thomas Legrand, édito politique du 30 mai 2011 « Quels enjeux pour les Verts ? » sur *France inter*. Il confirme cette vision des choses lors de notre entretien du lendemain.

¹⁸⁵ D'après Sylvia Zappi, lors de notre entretien du 14 juin 2011.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

ANNEXE

*D'une présidentielle à l'autre : histoire des candidatures écologistes de 1974 à 2007*¹⁸⁶.

1974 – René Dumont : un candidat inattendu.

337.800 voix, 1,10% des inscrits, 1,32% des exprimés.

Contexte

En 1974, il n'existe pas de parti politique écologiste. Les militants des causes environnementales et sociétales que l'on nomme « écologistes » sont en effet rétifs à constituer une organisation à la fois nationale et permanente qui leur permettrait de prendre part au jeu politique en tant que tel. Le mouvement écologiste se compose alors d'une multitude d'associations thématiques, localement implantées, sans lien structurel entre elles.

Désignation

La candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974 est avant tout la candidature d'un inconnu du grand public, sans véritable parcours politique antérieur (il est malgré tout rapidement passé par le PSU et la SFIO), un agronome converti sur le tard à l'écologie. Elle ne s'est d'ailleurs pas imposée en première intention dans le mouvement écologiste et fait suite à une série de défections¹⁸⁷. Initiée par Jean Carlier - militant écologiste et journaliste à RTL -, l'association Pollution-Non, et le réseau des Amis de la terre (Alain-Claude Galtié en particulier), elle est rapidement soutenue par « plus de cinquante associations et cent mille adhérents »¹⁸⁸ écologistes ou anti nucléaires, rassemblés dans le Comité de soutien à René Dumont, ainsi que par une petite partie de l'influente presse écologiste de l'époque (*Combat nature* et *Actuel* – qui sort un numéro spécial à 80.000 exemplaires - ; *Le Sauvage*, *La Gueule ouverte*, et *Charlie Hedbo* ne s'engageant pas en sa faveur¹⁸⁹). De nombreux militants écologistes le soutiennent et font parfois partie de l'équipe de campagne (Brice Lalonde, Solange Fernex, Claude-Marie Vadrot, Jean-Luc Bennahmias, Didier Anger, Christian Brodhag...). René Dumont devra pourtant lutter pour légitimer sa

¹⁸⁶ Nous avons notamment consulté pour cette partie : Guillaume Sainteny, *Les Verts*, Paris, PUF, (1991), 1997 ; Raymond Pronier et Vincent Jacques le Seigneur, *Génération verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992 ; Jean-Luc Bennahmias et Agnès Roche, *Des verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écolo*, Paris, Albin Michel, 1992 ; Agnès Roche, « Candidats écologistes : la chasse aux signatures », in Pascal Perrineau, colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Science Po, 1996 ; Pierre Serne, *Les Verts ont 20 ans. Petite histoire de l'écologie politique en France*, Cédis-Les Verts, 2004 ; Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hoëbeke, 2007 ; Roger Lenglet et Jean-Luc Touly, *Europe écologie. Miracle ou mirage ?*, Paris, Editions First, 2010 ; Erwan Lecoeur, *Des écologistes en politique*, Paris, Lignes de repères, 2011 ; ainsi que les archives disponibles sur www.ina.fr et la presse écrite à partir de 2002.

¹⁸⁷ Charles Piaget, leader autogestionnaire de Lip devait dans un premier temps présenter une candidature fédérant les écologistes et l'extrême gauche. Mais Edmond Maire, pour la CFDT, et Michel Rocard, pour le PSU, s'y opposeront, préférant soutenir la candidature de François Mitterrand dès le premier tour. Jean Carlier, fondateur en 1969 de l'Association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement (AJEPNE) est légitime mais, journaliste à RTL, il ne peut prendre le risque de perdre son poste. Quatre autres candidats auraient pu se présenter mais renoncent finalement : Philippe Saint Marc, « pionnier de l'écologie » refuse se s'engager dans une dynamique proprement politique qui impliquerait une organisation partidaire, Théodore Monod est handicapé par son âge (il a 72 ans à l'époque), le commandant Cousteau refuse et Charles Lorient, militant écologiste, souffre d'un déficit de notoriété. Voir sur ce point, Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hoëbeke, 2007, p.122.

¹⁸⁸ Aux dires de René Dumont lors de son intervention télévisée du 19.04.74 sur <http://www.ina.fr/politique/allocutions-discours/video/CAF88000834/rene-dumont.fr.html>

¹⁸⁹ Voir sur ce point Yves Frémion, *op.cité*, p.126.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

candidature, à l'intérieur du mouvement écologiste¹⁹⁰, où certains lui reprochent son engagement tardif en faveur de l'écologie¹⁹¹, et auprès du grand public et des médias. Dans son intervention télévisée du 19 avril 1974, il répond à ceux qui tiennent sa candidature pour farfelue qu'il est agronome, enseignant, qu'il a écrit plus de vingt livres (son livre *L'Afrique noire est mal partie* publié en 1962 l'a fait connaître et *L'utopie ou la mort* est sorti en librairie l'année précédent la présidentielle) et qu'il a obtenu le nombre de signatures requises pour présenter sa candidature, signatures qui ont été données par des maires ruraux, agriculteurs, médecins et autres « notabilités »¹⁹².

Campagne

Candidat « sérieux, propre et pauvre »¹⁹³, René Dumont présente à chaque intervention télévisée les fondamentaux de l'écologie politique. Si l'on a surtout retenu celle du 19 avril 1974, restée célèbre pour le « je bois devant vous un verre d'eau précieuse... »¹⁹⁴ ou le « La voiture ça pue, ça pollue, ça rend con » du déplacement du 2 mai en Bretagne, c'est à chacune de ses apparitions que René Dumont égrène les grandes mesures de son programme¹⁹⁵ : réduction des « sur consommations », arrêt du pillage des ressources du tiers-monde, contrôle démographique pour éviter la famine, droit à la contraception et à l'avortement, lutte contre l'inégale répartition des richesses et l'inégale utilisation des ressources naturelles, amélioration des conditions de travail des salariés de l'industrie, développement de nouvelles énergies, décentralisation des pouvoirs... Le 26 avril, il évoque avec Jean Carlier, journaliste et militant écologiste, la « croissance 0 », en s'appuyant sur les travaux du Club de Rome, et déclare l'écologie anti capitaliste¹⁹⁶. Les fondamentaux de l'écologie politique, « mouvement de libération, de contestation globale de la société », sont présentés pèle mèle dans le spot officiel de campagne diffusé le 30 avril : combat contre la destruction des ressources rares de la planète, le gaspillage, la pollution, le nucléaire, les autoroutes, l'excès de population, la hiérarchisation, la bureaucratie, les structures répressives, « la mise en fiche de tous les français », la domination masculine, la spéculation immobilière ; engagement en faveur du droit des femmes à disposer de leurs corps, des régionalismes, du combat du Larzac, des travailleurs immigrés, des objecteurs de conscience et des insoumis, de l'auto gestion, d'une nouvelle participation des travailleurs et des syndicats. Prétendant proposer pour la première fois « l'utopie dans l'histoire de France », René Dumont invite les français à voter pour une société de liberté, engagée contre les inégalités sociales, qui se soucie de la survie de l'espèce et valorise le droit à la différence. Une société de la joie, de « l'humanité délivrée car limitée », loin de la société triste « boulot – métro – dodo », où les villes seraient faites « pour les hommes et leurs enfants, pas pour les voitures ». Le vélo restera d'ailleurs, avec le verre d'eau, le principal symbole de la campagne du « professeur Dumont ».

Conséquences

Près de quarante ans après avoir mené une campagne dénonçant la personnalisation politique et la financiarisation électorale, René Dumont reste l'homme au pull rouge qui a bu un verre

¹⁹⁰ Sont finalement opposés à sa candidature les environnementalistes (comme la Ligue pour la protection des oiseaux et la Fédération française des sociétés de protection de la nature), les soutiens de la gauche classique (certains journalistes de la Gueule ouverte) et les anti parti. Philippe Saint Marc soutiendra, lui, finalement Valéry Giscard d'Estaing. Voir Yves Frémion, *op.cité*, p.124.

¹⁹¹ Notamment par Bernard Charbonneau, historien, géographe et militant écologiste de la première heure.

¹⁹² Voir son allocution du 19.04.74 sur <http://www.ina.fr/politique/allocutions-discours/video/CAF88000834/rene-dumont.fr.html>

¹⁹³ Voir son allocution du 19.04.74 sur <http://www.ina.fr/politique/allocutions-discours/video/CAF88000834/rene-dumont.fr.html>

¹⁹⁴ <http://www.ina.fr/video/I09167743/rene-dumont-je-bois-devant-vous-un-verre-d-eau-precieuse.fr.html>

¹⁹⁵ Voir ses interventions télévisées des 22 et 24 avril sur <http://www.ina.fr>

¹⁹⁶ Voir son entretien avec Jean Carlier dans le cadre de la campagne électorale sur <http://www.ina.fr/politique/allocutions-discours/video/CAF92033886/rene-dumont.fr.html>

Congrès AFSP Strasbourg 2011

d'eau à l'antenne et qui a fait connaître l'écologie. Si cette candidature a pu être qualifiée de « surprise »¹⁹⁷, c'est autant du fait du message politique qu'elle entendait porter (la question de la finitude des ressources naturelles et de la nécessaire adaptation des comportements humains à cette réalité n'était évoquée par aucune autre force politique en présence à cette époque) qu'eu égard au style du candidat et de son discours (il ne portait pas de costume, avait les cheveux relativement longs, était visiblement intimidé par la caméra, ne parlait souvent qu'à partir de notes rédigées, dans un style et sur un ton qui signalait plus son habitus professoral que sa vocation politique...). La candidature de René Dumont est considérée comme le moment fondateur qui a permis aux écologistes de faire irruption dans l'arène politique. Elle a également permis d'impulser un double mouvement : l'écologisation de la vie politique et la politisation de l'écologie¹⁹⁸. La candidature de René Dumont, « candidat des mouvements sociaux, candidat des luttes »¹⁹⁹ aura pour conséquence immédiate l'engagement d'une partie non négligeable des écologistes dans la création d'un Mouvement écologique²⁰⁰.

1981 – Brice Lalonde : le candidat anti parti.

1.126.254 voix. 3,09% des inscrits. 3,88% des exprimés.

Contexte

En 1981, l'écologie est représentée par plusieurs mouvements dont les orientations et les positions divergent. Le mouvement écologique créé dans la foulée de la candidature de René Dumont s'est transformé en Mouvement d'écologie politique (MEP), dont l'originalité consiste dans l'acceptation – malgré tout non majoritaire - du principe d'une structuration nationale. Le Réseau des amis de la terre (RAT) refuse quant à lui cette évolution, tout autant que les « diversitaires », écologistes engagés mais non affiliés à l'une ou l'autre de ces deux organisations. L'écologie est donc divisée en plusieurs organisations qui s'affrontent sur l'intérêt et l'opportunité de créer un parti politique.

Désignation

Malgré tout, chacune des organisations se positionne sur l'élection présidentielle et participe aux primaires organisées à l'intérieur de la mouvance écologiste²⁰¹ : Brice Lalonde est le candidat du RAT, le MEP présente une « candidature-équipe »²⁰² autour de Philippe Lebreton²⁰³, tout en continuant d'espérer la candidature du commandant Cousteau²⁰⁴. Plus de dix autres candidats sont également pressentis, qui n'appartiennent pas nécessairement à ces

¹⁹⁷ Voir notamment « La République des présidents. Du présidentiable au président », documentaire réalisé en 1995 par Jean Lassave. Disponible sur www.ina.fr

¹⁹⁸ Pour René Dumont, elle ne peut être que de gauche. S'il n'a pas donné de consigne de vote pour le deuxième tour en 1974, il a clairement déclaré après avoir rencontré François Mitterrand le 8 mai 1974, qu'il voterait pour lui.

¹⁹⁹ D'après Jean-Luc Bennahmias et Agnès Roche, *op.cité*, p.37.

²⁰⁰ C'est ce parti qui prendra, en 1979, le nom de MEP (Mouvement d'écologie politique).

²⁰¹ Ce sont les premières primaires écologistes. Il y en aura ensuite pour toutes les élections présidentielles, même si les modalités varieront (primaires « fermées » où seuls les adhérents du parti Les Verts votent, ou « ouvertes », lorsque le collège des votants est élargi à d'autres organisations écologistes).

²⁰² Pierre Serne, *op.cité*, p.29.

²⁰³ Philippe Lebreton, chercheur et professeur d'université, milite pour la protection de la nature. A cette époque, il a fondé plusieurs associations (dont le Centre ornithologique Rhône-Alpes et la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature), il est membre du bureau du conseil d'administration de la Fédération française des sociétés de protection de la nature, de la Société nationale de protection de la nature et du World Wild Foundation-France. Président du Mouvement d'écologie politique (MEP) de 1980 à 1981, il a été élu secrétaire général après l'exclusion de Jean-Claude Delarue, sanctionné pour avoir déclaré sans concertation sa candidature à l'élection présidentielle.

²⁰⁴ L'océanographe Jacques-Yves Cousteau figure alors parmi les personnalités les plus connues et les plus unanimement appréciées des français. Il a déjà participé à de nombreux films dont beaucoup seront primés.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

organisations : Jean-Claude Delarue²⁰⁵, Roger Garaudy²⁰⁶, Alain Lombard²⁰⁷... Quant à Haroun Tazieff²⁰⁸ et Henri Laborit, ils se déclarent finalement opposés au principe même d'une candidature écologiste. Deux candidats s'affronteront finalement lors des primaires²⁰⁹, que Brice Lalonde remporte au deuxième tour contre Philippe Lebreton, avec 53,2% des voix. L'association de soutien à Brice Lalonde, Aujourd'hui écologie, est créée pour organiser la campagne. Les cinq cent signatures seront difficilement obtenues²¹⁰, les appels réitérés de Solange Fernex et Didier Anger au commandant Cousteau perturbant en partie les démarches. Ce dernier annoncera son soutien à la candidature de Brice Lalonde à la mi-février. Il sera président du comité de soutien de la candidature de Brice Lalonde et interviendra durant la campagne, notamment dans le spot officiel dédié à la première mesure du programme « la protection de la vie »²¹¹.

Campagne

Issu d'un milieu aisé (son père est chef d'entreprise et sa mère appartient à la famille Forbes), militant du PSU et de l'UNEF dont il préside l'antenne de la Sorbonne en 1968 (il étudie le droit et les lettres classiques), Brice Lalonde a rejoint l'association Les Amis de la Terre dès 1972. Directeur de campagne de René Dumont en 1974, puis porte-parole des listes Paris Écologie lors des élections municipales de 1977, il renvoie dos à dos la gauche et la droite, toutes deux engagées dans le triptyque productivisme, étatismisme, nationalisme, et propose aux électeurs de faire « un choix de civilisation », celui de « la société post industrielle ». Le programme pour l'élection présidentielle de 1981 tient en un slogan « Le pouvoir de vivre » et cinq points : « protéger la vie, briser la solitude, domestiquer l'économie, développer la solidarité mondiale, la démocratie du quotidien »²¹². La conduite de la campagne, elle, pose de nombreux problèmes. Malgré la mise en place d'un « staff de campagne » (dont Yves Cochet, Pierre Radanne et Dominique Voynet en font partie), Brice Lalonde recrute une équipe de permanents qui lui sont proches. La campagne sera émaillée de conflits et les reproches d'une dérive « médiatico-bonapartiste »²¹³ envers Brice Lalonde seront constants. Il recevra le concours symbolique de René Dumont²¹⁴, dont il actualise les modes de communication. Aux spots de campagne où René Dumont apparaissait seul, en tenue décontractée, Brice Lalonde préfère les spots collectifs, où il converse avec des acteurs sociaux et des spécialistes. Si René Dumont avait fait « le coup du verre d'eau » pour illustrer la rareté des ressources naturelles, Brice Lalonde fait le coup « du jeu de quilles » pour symboliser le jeu politicien qu'il entend bousculer²¹⁵. Il arrivera finalement en tête des « petits

²⁰⁵ Fondateur de plusieurs associations (dont le Comité National Anti Bruit, SOS environnement...).

²⁰⁶ Philosophe, militant et élu du Parti communiste, Roger Garaudy se rapproche de l'extrême gauche après 1968.

²⁰⁷ Engagé sur l'écologie, il est membre du Parti socialiste.

²⁰⁸ Le volcanologue est très médiatique à cette époque. Il a déjà publié deux ouvrages et participé à la réalisation de plusieurs documentaires.

²⁰⁹ Leur organisation donna lieu à de nombreuses négociations entre les représentants des différents mouvements. Un comité de neuf est constitué pour les organiser (3 MEP, 3 RAT, 3 diversitaires), dont Philippe Lebreton, Jean Brière, Yves Cochet, Brice Lalonde... Environ 1.800 militants prendront part au vote.

²¹⁰ Brice Lalonde obtiendra 450 signatures d'élu/e/s non inscrits et 50 d'élu/e/s encartés. Une polémique existe sur l'importance du soutien des élu/e/s centristes du CDS (minime selon Brice Lalonde, de 43 élu/e/s sur 50 pour d'autres). Voir notamment Raymond Pronier et Vincent Jacques Le Seigneur, *op.cité*, p.155.

²¹¹ Voir sur <http://www.ina.fr/politique/allocutions-discours/video/CAB8100174501/brice-lalonde.fr.html>

²¹² D'après le spot de campagne officiel sur <http://www.ina.fr/politique/partis-politiques/video/CAC01036532/brice-lalonde.fr.html>

²¹³ Raymond Pronier et Vincent Jacques Le Seigneur, *op.cité*, p.61.

²¹⁴ Il intervient aux côtés de Brice Lalonde lors du spot officiel de campagne diffusé le 17 avril 1981. Voir sur <http://www.ina.fr/politique/allocutions-discours/video/CAC01036689/brice-lalonde.fr.html>

²¹⁵ Dans son intervention du 24 avril 1981.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

candidats » et conformément à la décision collective du Mouvement, il ne donnera pas de consigne de vote pour le deuxième tour.

Conséquences

Si la candidature de Brice Lalonde est clairement positionnée comme une candidature anti parti, il avait clairement rappelé ce point dans ces allocutions officielles²¹⁶, elle donnera malgré tout l'impulsion pour la conversion d'une partie de l'écologie à la politique. L'assemblée générale du MEP votera en effet le 1^{er} novembre 1981 une motion qui le conduira à se transformer en 1982 en Les Verts – Parti écologiste. Les diversitaires créeront la Confédération écologiste que Dominique Voynet, Yves Cochet et quelques autres animent. Rejoints par des militants du RAT et du MEP, ils formeront Les Verts en 1984 en fusionnant avec Les Verts – Parti écologiste, sans Brice Lalonde, qui ne fera pas partie de ce rassemblement.

1988 – Antoine Waechter : le candidat du parti « ni-ni ».

1.149.897 voix. 3,01% des inscrits. 3,78% des exprimés.

Contexte

En 1988, Les Verts sont devenus un parti politique et « détiennent le quasi-monopole de l'écologisme »²¹⁷. L'alternative rouge-verte (née en 1989) et Génération écologie (née en 1990) ne sont pas encore venues perturber le positionnement des Verts sur ce point. Les résultats électoraux depuis la présidentielle de 1981 n'ont pas été excellents, plutôt en dents de scie. Les Verts ont tenu leur Assemblée générale de novembre 1986 sur fond de catastrophe de Tchernobyl. Antoine Waechter, élu régional depuis mars, a conduit en interne la motion « L'écologie n'est pas à marier ». Il a rassemblé 68% des voix et évincé l'ancienne direction, plus favorable aux alliances à gauche (Didier Anger, Guy Marimot, Yves Cochet, Guy Hascoët, Jean Brière). Il est l'un des quatre porte-parole d'un parti qui se recentre sur l'environnement et théorise le « ni-ni ».

Désignation

Les écologistes sont, à la veille de l'élection présidentielle de 1988, partagés entre deux candidats : Antoine Waechter, figure du parti Les Verts qui a remporté la primaire interne (59% des voix contre 29% pour Yves Cochet et 12,5% pour Jean Brière), et Pierre Juquin, communiste dissident soutenu dans le cadre de l'Appel Arc-en-ciel par une partie des dirigeants et des leaders des Verts (dont Didier Anger, Yves Cochet, Pierre Radanne, Alain Lipietz, Jean-Luc Bennhamias, René Dumont, Daniel Cohn-Bendit...). Antoine Waechter n'a pas réussi à rallier l'ensemble des soutiens et quelques écologistes feront la campagne de Pierre Juquin contre l'avis du parti²¹⁸. Cette candidature rouge-verte compliquera par ailleurs la recherche des 500 signatures d'Antoine Waechter, qui les obtiendra sur le fil, grâce au soutien d'élus/e/s régionalistes ou proches du parti communiste.

Campagne

Bien que « chef de fait »²¹⁹ d'un parti politique dont il est le porte-parole, Antoine Waechter est inconnu des médias. Docteur en éthologie et écologiste alsacien reconnu et engagé de longue date pour la défense de l'environnement, il mène sa campagne avec l'aide d'une

²¹⁶ Dans celle du 22 avril 1980, Brice Lalonde explique qu'en France, « il y a deux gauches et deux droites, et qu'on ne sait plus très bien qu'elle est la bonne ». Il invite à refuser les alliances et à transformer les partis, de l'extérieur, en « refusant les combines du jeu politicien ». Voir sur <http://www.ina.fr/politique/allocutions-discours/video/CAC01036771/brice-lalonde.fr.html>

²¹⁷ Guillaume Sainteny, *op.cité*, p.24.

²¹⁸ De la manière que certains soutiendront en 2007 la candidature de José Bové plutôt que celle de Dominique Voynet qui avait pourtant remporté les primaires internes.

²¹⁹ Raymond Pronier et Vincent Jacques Le Seigneur, *op.cité*, p.94. Antoine Waechter n'est en effet pas le Secrétaire national. C'est Guy Cambot occupe ce poste.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

équipe de proches et, pour la première fois, d'un cabinet de conseil en communication. Quatre orientations programmatiques sont portées par Antoine Waechter : « le milieu de vie, l'épanouissement des identités régionales, créer un climat favorable à la paix et libérer [la] société du chômage »²²⁰. Si Antoine Waechter évoque le partage du temps de travail, l'économie sociale, la protection sociale ou encore l'éducation et la formation, sa campagne fait la part belle aux thématiques environnementales dont les écologistes sont désormais les spécialistes reconnus (nucléaire, bétonisation, pollutions, menaces sur les espèces animales, disparition des forêts...). Il insiste également sur le positionnement « ni-ni » du parti²²¹, qu'il résume en une formule : « que les bonnets soit bleu ou rose, ce sont toujours des bonnets d'âne ». Il rappelle aux journalistes qui l'interpellent fréquemment sur la faiblesse des Verts en France (comparativement aux Grünen²²²) qu'elle est due aux spécificités du système institutionnel français et aux contraintes financières qui pèsent sur les campagnes. Du point de vue de la communication, Antoine Waechter a fait le choix de spots tournés sur des sites dégradés, qui mêlent explications pédagogiques et interventions de personnalités, de scientifiques, d'acteurs de terrain et de membres du parti (le journaliste Jean Carlier, l'humoriste écologiste Marc Jolivet, l'actrice Anémone, René Dumont, Solange Fernex et Chantal Duchêne porte-parole du parti, Andrée Buchmann et Marie-Anne Isler Béguin élues écologistes...). A la suite du verre d'eau de René Dumont et du jeu de quilles de Brice Lalonde, il présente une branche d'arbre malade au journal télévisé du midi d'Antenne 2 le 21 mars 1988, illustrant ainsi le lien qu'il y a entre la branche et le chômage, « la même maladie, celle de notre société »²²³. Au terme de cette campagne, Antoine Waechter réalise un meilleur score que celui d'Alain Juquin (3,78% contre 2,10% des voix), et, fidèle aux positions des candidats précédant, il refuse de donner des consignes de vote au deuxième tour en faveur de candidats qu'il avait dans son intervention à Lyon du 20 avril 1988 qualifiés d'irresponsables, d'incompétents, d'inefficaces et de dangereux. Il demande par ailleurs aux candidats au second tour de se déterminer sur cinq priorités²²⁴ : l'instauration du référendum d'initiative populaire, l'abandon du surgénérateur de Creys Malville, l'arrêt de la construction de centrales nucléaires, la mise en place d'un véritable ministère de l'environnement, l'arrêt des essais nucléaires de Mururoa et des ventes d'armes aux pays en guerre, la mise en place d'une revenu social garanti.

Conséquences

Antoine Waechter, qui déclarait le 14 avril 1988 sur un plateau de télévision « je ne suis pas un politicien », sort renforcé de cette campagne présidentielle durant laquelle il a martelé la

²²⁰ D'après son intervention télévisée du 25 février 1988. Voir sur <http://www.ina.fr/politique/partis-politiques/video/CAC89001158/plateau-antoine-waechter.fr.html>

²²¹ Cette formule avait historiquement été employée pour signifier le refus des écologistes du productivisme de droite et de celui de gauche. Il a ensuite été communément employé pour signaler une position ni droite ni gauche au sens plus large.

²²² Cette comparaison systématique agace visiblement les militants verts. Yves Frémion exprime ce sentiment d'injustice écrivant : « Très vite Waechter est détesté par la classe médiatique, ses critères de communication ne sont pas ceux des journalistes. Il ne correspond à rien de ce qu'ils savent, il ne veut pas entrer dans les catégories toutes faites (comme le clivage gauche/droite par exemple) [...] Cela atteint des degrés d'absurde inimaginables. Exemple : depuis longtemps les Verts français subissent la comparaison avec les Grünen allemands, qui sont le modèle que la presse voudrait leur imposer : les Verts allemands savent faire, ils ont des résultats, des élus ! Aux législatives de 1993, la presse française unanime titre sur l'échec des Verts et des écolos en général, malgré un score jamais atteint alors ; quelques mois plus tard, pour les législatives allemandes, la même presse titre sur le triomphe des Grünen, qui entrent avec 49 députés au Bundestag (ils en avaient déjà eu 44 en 1987). La comparaison entre ces 49 élus et les 0 français est impitoyable, on peut la résumer en une phrase : les Verts sont nuls, ils feraient bien d'imiter les Grünen. La presse se garde bien de comparer les pourcentages : 7,3% pour les Grünen, et au total pour les écolos français... 11,1% ». Yves Frémion, *op.cité*, p.223.

²²³ Voir sur <http://www.ina.fr/politique/partis-politiques/video/CAB88011326/plateau-antoine-waechter.fr.html>

²²⁴ Lors de sa conférence de presse du 26 avril 1988.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

volonté des écologistes de composer une force politique durable et indépendante. Il remportera en novembre 1988 l'Assemblée générale du parti avec 67% des voix (pour la troisième fois consécutive) mais il ne prendra aucune fonction dans la direction du parti. Il est en effet déjà devenu Vice Président du Conseil Régional d'Alsace où il a été élu et sera conseiller municipal de Mulhouse de 1989 à 1994 à l'occasion de la « vague verte » des municipales et européennes de 1989.

1995 – Dominique Voynet : la candidate de l'écologie de gauche.

1.010.738 voix. 2,53% des inscrits. 3,32% des exprimés.

Contexte

C'est en tant que « figure dirigeante du parti »²²⁵ des Verts que Dominique Voynet se présente pour la première fois à l'élection présidentielle. Elle en est l'un des quatre porte parole depuis que la motion qu'elle présentait à l'Assemblée générale de Lille en novembre 1993 est arrivée en tête (avec 27% des voix au premier tour et 62% au second)²²⁶, mettant Antoine Waechter, leader incontesté depuis 1986, en minorité²²⁷. Un an après leur victoire régionale qui a fait de Marie-Christine Blandin la présidente de la Région Nord Pas-de-Calais, Les Verts changent officiellement de ligne politique, sortent du « ni-ni », et reviennent à leur position première (celle de 1984-1986) qui prône le dialogue avec les forces de gauche. La question qui se pose alors est de savoir avec quelle gauche (social-démocrate ou alternative) il faut envisager les alliances. Cette nouvelle ligne provoque scissions et départs. L'écologie politique est de fait morcelée en plusieurs organisations²²⁸ (Génération écologie créée par Brice Lalonde dès 1992, Convergence écologie solidarité, groupe mené par Noël Mamère faisant sécession de GE en 1994, le Parti écologiste pour le rassemblement de l'écologie sociale fondé par Yves Pietrasanta en 1994, le MEI fondé par Antoine Waechter après sa mise en minorité, en 1994)²²⁹.

Désignation

Dominique Voynet est élue, avec 79,8% des voix, candidate à l'élection présidentielle dès le 23 octobre 1994, lors de la Convention de l'écologie politique et sociale, par un collège comprenant Les Verts, l'Alternative rouge et verte (AREV) et les groupes écologistes locaux. Elle est également soutenue par plusieurs autres organisations (Ecologie autrement, Ecologie fraternité, Convention pour une alternative progressiste...) et de nombreuses personnalités (Daniel Cohn-Bendit, Théodore Monod, René Dumont, Charles Piaget, Pierre Rabhi, Susan George, l'acteur François Cluzet, Claude Piéplu... Si elle est au final la seule candidate écologiste en 1995, les candidatures potentielles de Brice Lalonde et Antoine Waechter perturberont sa campagne jusqu'à leur retrait, qui intervient à la mi mars pour Brice Lalonde et début avril pour Antoine Waechter²³⁰.

Campagne

La stratégie de la campagne est très claire : « alliance avec la gauche alternative et les mouvements sociaux en pleine ébullition, vent debout contre la droite revenue en force aux législatives de 1993 »²³¹. La campagne de Dominique Voynet²³² est conçue à partir de cinq

²²⁵ Pierre Serne, *op.cité*, p.47.

²²⁶ Elle le restera jusqu'en 1997, date à laquelle elle sera élue députée puis rapidement nommée Ministre dans le gouvernement de gauche plurielle de Lionel Jospin.

²²⁷ Elue députée européenne à mi mandat (les Verts pratiquent alors encore le tourniquet), Dominique Voynet a préparé cette prise de pouvoir en animant les « Verts pluriels » en interne depuis 1992.

²²⁸ Erwan Lecoeur en dénombre une vingtaine à cette époque. Voir Erwan Lecoeur, *op.cité*, p.63-64.

²²⁹ Corinne Lepage créera CAP 21 en 1996.

²³⁰ Les régionalistes ont également abandonnés leur tentative de présenter un candidat (Max Siméoni).

²³¹ Erwan Lecoeur, *op.cité*, p.65.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

axes programmatiques : « préservation de l'environnement ; lutte contre le chômage et l'exclusion ; nouvelle citoyenneté/démocratie ; paix/solidarité entre les peuples ; lutte contre le sida/dépénalisation des drogues »²³³. Elle est résolument tournée vers les thématiques sociales et sociétales : soutien aux combats des étudiants, des sans papier, des mouvements féministes, des malades du sida, engagement en faveur du droit de vote des étrangers... Les spots officiels de campagne font la part belle au triptyque « Ecologie – Justice sociale – Démocratie » et veulent illustrer les propositions programmatiques jusque dans le choix des invités « soutiens » : c'est Bernard Langlois²³⁴ qui les animent, et accueille plusieurs personnalités²³⁵. Les élus écologistes sont présents pour montrer qu'ils savent être efficaces lorsqu'ils s'agit de gérer des collectivités (Marie-Christine Blandin pour la Région, Yves Piétrasanta et Dominique Frager pour les Villes en atteste), les figures des autres mouvements écologistes ou de gauche « amis » montrent l'ancrage à gauche de Dominique Voynet (Gilbert Wasserman²³⁶ et Roger Winterhalter²³⁷ le prouve), Marie-Anne Isler Béguin, porte-parole des Verts, signale le soutien du parti. La volonté de Dominique Voynet de porter « la transformation écologique de la société », de « changer la vie », et son insistance à convaincre que, comme le dit son slogan, « Oser Dominique Voynet ça change tout » et que, surtout, « le vrai vote utile, c'est le vote pour des idées, des convictions » ne suffira pas à lui faire atteindre son objectif de 5% des voix. Malgré les compétences de l'Agence Verte, qui participe à la campagne – sans toutefois être pleinement intégrée dans l'équipe de communication de la candidate –, et la consultation de politologues et politistes reconnus²³⁸, Dominique Voynet restera une « petite candidate »²³⁹ et la couverture médiatique de sa campagne ne sera pas très importante. Si l'Agence verte préconisait de « supprimer la vocation militante de Dominique Voynet pour conforter son statut de présidentiable »²⁴⁰, Dominique Voynet a fait, avec son équipe, d'autres choix de communication. Aux « coups » symboliques du verre d'eau, du jeu de quille et de la branche d'arbre, elle préfère se mettre en situation sur le terrain, plongeant à l'île aux vieilles près de Saint Raphaël pour alerter sur les éco systèmes marins²⁴¹ ou se laissant filmer dans des situations privées²⁴² (à son domicile ou en promenade dans Dôle avec sa fille en poussette)²⁴³. La campagne sera souvent considérée comme à la fois trop à gauche (pour les écologistes autonome, souvent environnementalistes) et pas assez à gauche (pour ceux qui prônent une alliance plus rapprochée avec l'extrême gauche). Et surtout, les divisions et ressentiments en internes se font jour pendant la campagne, alors que les proches

²³² On pourra utilement se reporter sur ce point au chapitre IV « La campagne présidentielle de 1995 », in Patrick Salmon, *Les écologistes dans les médias. De René Dumont à Dominique Voynet*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp.207-240.

²³³ Yves Frémion, *op.cité*, p.232.

²³⁴ Il a fondé en 1988 le journal de gauche anti libéral Politis.

²³⁵ <http://www.ina.fr/video/I04167298/dominique-voynet.fr.html>

²³⁶ Il intervient en tant que représentant de la Convention alternative progressiste.

²³⁷ Il est le porte-parole de l'Alternative Rouge Et Verte (AREV).

²³⁸ D'après Patrick Salmon, Daniel Boy du CEVIPOF, Jean Chiche du CNRS, Agnès Roche de l'IEP de Grenoble et Stéphane Rozès du CSA sont intervenus. Voir Patrick Salmon, *op.cité*, p.217.

²³⁹ Elle sera à ce titre interrogée avec moins de déférence et de sérieux par les journalistes que les candidats « présidentiables ». On lui pose surtout des questions relatives à la division de sa famille politique, à ses relations avec le PS, au vote utile...

²⁴⁰ Cité dans Patrick Salmon, *op.cité*, p.235.

²⁴¹ Voir sur <http://www.ina.fr/economie-et-societe/environnement-et-urbanisme/video/CAB95021719/voynet-en-campagne.fr.html>

²⁴² Voir sur <http://www.ina.fr/politique/presidents-de-la-republique/video/CAC95024332/journee-de-dominique-voynet.fr.html>

²⁴³ Ceci peut-être sous l'impulsion de l'Agence verte qui conseillait de parier sur d'autres types de communication que politique, et de tenter, notamment, de paraître dans la presse féminine. Cité in Patrick Salmon, *op.cité*, p.235.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

de Dominique Voynet²⁴⁴ n'en n'ont pas toujours conscience. Les soutiens manqueront au final : Noël Mamère et Yves Pietrasanta voteront pour Lionel Jospin au premier tour, Brice Lalonde votera lui pour Jacques Chirac. Réalisant un score « modeste » de 3,35%, Dominique Voynet ne donne pas de consigne de vote officielle : « c'est à lui [i.e Lionel Jospin] de convaincre nos électeurs, pas à nous de leur donner des consigne de vote »²⁴⁵.

Conséquences

Bien que le résultat de l'élection soit décevant (3,35%), Dominique Voynet confirme sa position dans le parti, présentant à l'Assemblée générale du Mans de novembre 1995 une motion « Rassembler pour agir » qui sera votée à plus de 75%. Cette motion confirme l'ancrage des Verts à gauche et la stratégie d'alliance qui aboutira, en 1997, à un accord électoral avec le Parti socialiste pour les élections législatives qui leur permettra d'obtenir sept députés. Considéré comme un « tournant historique »²⁴⁶, cette stratégie leur permet également de participer pour la première fois à un exécutif national. Dominique Voynet, qui avait déclaré pendant la campagne de 1995 que « se laisser le choix pour ne pas être forcée de faire une carrière politique »²⁴⁷ entamera en 1997 sa carrière de Ministre dans le gouvernement de gauche plurielle de Lionel Jospin.

2002 – Noël Mamère : le candidat populaire.

1.495.724 voix. 3,63% des inscrits. 5,25% des exprimés.

Contexte

En 2002, les Verts clôturent la phase de leur première participation gouvernementale. Dominique Voynet, puis Yves Cochet et Guy Hascoët ont été ministres et Secrétaire d'Etat, avec le soutien souvent distancié et très critique de certains membres de leur parti. Les Verts viennent de remporter un vrai succès aux élections municipales et cantonales de 2001 (+ de 11% des voix) et si leur appréciation de leur action dans le gouvernement de Lionel Jospin est pour le moins mitigée, ils sont, à la veille de l'élection présidentielle de 2002, portés par une véritable dynamique de participation aux exécutifs locaux. Dominique Voynet a repris la direction du parti à la suite de Jean-Luc Bennaïmias.

Désignation

Cette fois encore les Verts ont organisé une primaire en leur sein pour désigner leur candidat pour l'élection présidentielle. Cinq candidats sont en lice : Alain Lipietz (désormais opposé à Dominique Voynet), Noël Mamère, Etienne Tête, Yves Frémion et Alice Crété. Noël Mamère arrive en tête du premier tour mais perd de quelques voix face à Alain Lipietz au second. Un deuxième vote sera organisé, suite aux difficultés qu'Alain Lipietz rencontre dans ses relations avec la presse et au mécontentement de certains militants²⁴⁸. Noël Mamère sort cette fois vainqueur mais tarde à déclarer sa candidature, une fois parue dans Le Monde l'interview dans laquelle il confie que sa décision de ne pas y aller est « irrévocable ». Si Antoine Waechter et Pierre Rahbi n'ont pas obtenu les cinq cent signatures, Noël Mamère figure comme candidat écologiste aux côtés de Corinne Lepage et de Jean Saint Josse.

Campagne

La campagne débute rapidement, sous les slogans « Choisir sa vie », « Noël Mamère, les pieds sur terre ». Ancien journaliste populaire, maire de Bègles depuis 1989 et député depuis 1997, Noël Mamère n'a pas de mal à apparaître dans les médias. Les réticences en interne

²⁴⁴ Yves Cochet, Jean-Luc Bennaïmias, Alain Lipietz, Gérard Peurière, Denis Baupin, Gérard Onesta...

²⁴⁵ Intervention de Dominique Voynet du 30 avril 1995.

²⁴⁶ Guillaume Sainteny, *op.cité*, p.56.

²⁴⁷ Lors du reportage à Dôle diffusé le 12 mars 1995. Voir sur <http://www.ina.fr/politique/presidents-de-la-republique/video/CAC95024332/journee-de-dominique-voynet.fr.html>

²⁴⁸ On pourra consulter pour les détails des événements Yves Frémion, *op.cité*, pp.277-281.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

sont toujours fortes (Noël Mamère n'a jamais vraiment été considéré comme un véritable écologiste et n'a pas été pardonné de son alliance avec Bernard Tapie aux élections européennes de 1994, ni de son soutien à Lionel Jospin au premier tour en 1995²⁴⁹) mais chacun s'accorde sur le fait que sa campagne est « de très bon niveau ». Il bénéficie par ailleurs du soutien de nombreuses personnalités du monde des arts²⁵⁰. Noël Mamère fait campagne en s'engageant sur cinq propositions par thèmes (le développement soutenable, le cadre de vie, la préservation de la nature, les transports, l'énergie, l'agriculture, la fiscalité sociale, la VIème République, l'ouverture à la société, l'éducation populaire et les associations, la justice, la jeunesse, la ville, le mode de vie, le handicap, l'immigration, la tranquillité publique, le chômage, l'entreprise, la protection sociale, les services publics, la santé, l'éducation, la formation, le temps libre, l'initiative économique, la culture, internet, le fédéralisme, l'Europe, la paix, les relations Nord-Sud). Toutes les thématiques écologistes sont présentes – regroupées dans un « contrat vert » en sept points : le développement soutenable, le retour du citoyen, une société ouverte, une France pour tous, le temps c'est la vie, la culture en toute liberté, l'Europe l'horizon de la France²⁵¹. Il fera comme presque tous les candidats verts le précédant un « coup » symbolique, en brandissant une fiole de micro particules lors de son intervention télévisée sur France 2 du 14 avril, intervention durant laquelle il est quelque peu chahuté par les journalistes, sur la question du conflit Israël / Palestine notamment²⁵². Il fera une campagne très centrée sur les jeunes, et multipliera les événements festifs (pique-nique, rave party...) et les interventions dans des lieux « branchés »²⁵³. Les Verts sont relativement satisfaits, malgré quelques maladroites du candidat déclarant « Je ne suis pas vert »²⁵⁴ ou rassurant sur le fait qu'il n'est pas un « vert intégriste ». Les documents de communication de sa campagne, à l'image du candidat qui veut apparaître « moderne sur le fond et sur la forme »²⁵⁵ sont très appréciés. Il déclare avoir pour ambition de faire des Verts la deuxième force à gauche. Le bon score de Noël Mamère (le meilleur réalisé jusque là) – 5,25% - est évidemment édulcoré par la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour, face à Jacques Chirac. « Acclamé comme jamais dans son parti »²⁵⁶ il devra faire face aux accusations de division de la gauche, comme tous les « petits candidats » au soir du 21 avril 2002. Noël Mamère, rompant avec la tradition des écologistes depuis 1974 appellera immédiatement à voter pour Jacques Chirac au second tour.

Conséquences

Après la victoire de Jacques Chirac au second tour, les Verts, comme l'ensemble des autres formations de la gauche, s'engage dans une longue réflexion autour du rassemblement et de la reconstruction de la gauche en France. Un groupe de liaison est créé, qui ne portera guère ses fruits. Aux législatives de la même année, les Verts n'obtiennent que trois députés (Noël Mamère et Yves Cochet sont réélus, Martine Billard fait son entrée à l'Assemblée nationale) au lieu des sept députés de 1997. Dominique Voynet n'est pas réélue. Elle décide aux journées d'été de Saint Jean de Mont de quitter la direction du parti au prochain congrès en décembre au motif, notamment, que « la politique, partout, c'est brutal. La politique chez les Verts, c'est souvent inhumain »²⁵⁷. Une nouvelle direction prendra donc les rênes du parti en

²⁴⁹ Il a d'ailleurs fait campagne en 2002 en déclarant dès le début son soutien à Lionel Jospin au deuxième tour.

²⁵⁰ <http://www.ina.fr/politique/partis-politiques/video/1985558001010/noel-mamere-au-reservoir-presentation-de-ses-50-propositions.fr.html>

²⁵¹ « Le contrat vert de Noël Mamère », campagne présidentielle 2002, Les Verts, 2002.

²⁵² <http://www.ina.fr/economie-et-societe/environnement-et-urbanisme/video/2000385001/noel-mamere.fr.html>

²⁵³ Il présentera notamment les cinquante propositions de son programme le 12 avril 2002 au bar Le réservoir.

²⁵⁴ En couverture du journal *De l'air !*

²⁵⁵ D'après le commentaire journalistique du 4 mars 2002.

²⁵⁶ <http://www.ina.fr/politique/partis-politiques/video/2004503001034/les-verts.fr.html>

²⁵⁷ <http://www.ina.fr/politique/partis-politiques/video/2089308001026/dominique-voynet-annonce-son-depart-de-la-direction-des-verts.fr.html>

Congrès AFSP Strasbourg 2011

2003, autour de Gilles Lemaire, nouveau secrétaire national. Dominique Voynet et ses partisans, dont la gestion au commandement du parti et la participation au gouvernement avait été diversement appréciées, entament une cure de minorité jusqu'en 2006 où ils feront alliance avec Cécile Duflot pour revenir dans la direction.

2007 – Dominique Voynet : la dernière candidate des Verts.

576.666 voix. 1,30% des inscrits. 1,57% des exprimés.

Contexte

L'élection présidentielle de 2007 va se dérouler dans un contexte particulièrement difficile pour les Verts. L'actualité politique des deux années précédant la campagne est riche en événements (TCE, émeutes dans les banlieues, arrestations de faucheurs d'OGM, CPE...) et provoque des divisions entre les partis de gauche et en leur sein, qui gêneront le contenu du Sommet de la gauche²⁵⁸ et empêcheront l'accord Verts-PS pour les législatives de 2007. Le souvenir du 21 avril 2002 oriente très tôt les réflexions sur les candidatures et conditionne la manière dont les médias vont aborder la compétition entre les candidats (débat sur le vote utile, focalisation sur les duels possibles, réflexions sur la tentative d'une candidature unique à gauche...). Les candidatures vertes et écologistes, déclarées souvent dès l'été 2005 aux Journées d'été de Grenoble, se multiplient malgré tout : Noël Mamère²⁵⁹, Dominique Voynet²⁶⁰, le sénateur Jean Desessard, le député Yves Cochet²⁶¹, Alain Uguen pour les Verts ; mais également Stéphane Pocrain, ex porte-parole des Verts²⁶², Corinne Lepage pour CAP 21²⁶³, Antoine Waechter pour le MEI, ou encore, proche des écologistes et candidat ressenti, José Bové. Si le duel Noël Mamère / Dominique Voynet a un temps été annoncé par les médias²⁶⁴, le député maire de Bègles renonce assez rapidement²⁶⁵, déclarant vouloir se consacrer à ses fonctions d'élu local dans le contexte des émeutes de banlieues²⁶⁶. Dominique Voynet, qui avait déclaré officiellement sa candidature dans une lettre aux militants le 21 novembre 2005, sera la candidate officielle du parti, désignée à l'issue d'une primaire interne. Sa campagne sera chahutée par deux candidatures, « concurrences injustes »²⁶⁷ : l'éventuelle candidature de Nicolas Hulot avant qu'il ne renonce à se présenter²⁶⁸, et la candidature définitive de José Bové²⁶⁹, pour laquelle plusieurs cadres et dirigeants du parti se sont

²⁵⁸ Le Sommet aura lieu le 8 février 2006, conçu comme une étape dans la préparation des échéances de 2007.

²⁵⁹ Il a déclaré sa candidature un peu avant les journées d'été des Verts à Grenoble, le 22 août 2005 dans une tribune parue dans *Libération*.

²⁶⁰ Un temps éloignée de la politique, elle a été élue en 2004 sénatrice de Seine Saint Denis sur une liste d'union avec le Parti socialiste ; elle se déclare le 25 août 2005.

²⁶¹ Sa lettre aux militants circule en interne dès le 4 décembre 2005.

²⁶² Il annonce officiellement sa candidature le 25 mai 2006 sur le Bondy blog.

²⁶³ Sa candidature sera officialisée en juillet 2006 mais ne recueillant pas les 500 signatures requises, elle soutiendra la candidature de François Bayrou.

²⁶⁴ Alain Auffray, « Voynet : « J'ai l'énergie pour me lancer dans la bataille » », *Libération*, jeudi 25 août 2005.

²⁶⁵ Son courrier aux militants verts date du 4 décembre 2005.

²⁶⁶ Dépêche AFP publiée dans *Le Monde* du 4 décembre 2005, « Noël Mamère ne sera pas candidat à la présidentielle de 2007 ». Notons qu'il n'aurait pas manqué d'être à nouveau interpellé en interne sur son cumul de mandats et que ce point joue sûrement dans sa décision, comme le souligne la dépêche AFP parue dans *Le Monde* du 4 décembre 2005 « Les Verts plus que jamais dans l'incertitude ». Voir également Alain Auffray, « Pas de père Noël en 2007 », *Libération* du 5 décembre 2005 qui laisse supposer que cette décision est également conditionnée par l'anticipation d'un score inférieur à celui réalisé en 2002 en raison du vote utile.

²⁶⁷ Erwan Lecœur, *op.cité*, p.81.

²⁶⁸ Potentiellement candidat depuis juillet 2006, il renonce en janvier 2007 considérant que son objectif est atteint puisque la plupart des candidats ont signé son Pacte écologique.

²⁶⁹ Poussé par ses proches à se lancer dans la campagne présidentielle, José Bové laisse entendre qu'il pourrait être candidat, à condition d'être le candidat unique des partisans du non au TCE, des altermondialistes et des écologistes. Une motion d'urgence demandant d'examiner sa candidature bien qu'il ne soit pas adhérent du parti

Congrès AFSP Strasbourg 2011

clairement engagés, malgré la volonté de Cécile Duflot, nouvelle secrétaire nationale depuis l'assemblée générale de décembre 2006, de rassembler le parti derrière sa candidate officielle²⁷⁰.

Désignation

Les modalités de désignation du candidat Verts à l'élection présidentielle de 2007 ont été fixées en janvier 2006. Les partisans d'un désistement en faveur du candidat du Parti socialiste ainsi que ceux engagés pour une candidature unitaire de la gauche altermondialiste et anti libérale sont encore nombreux. Le 14 février, les candidatures sont closes. Cinq candidats ont obtenu les cent signatures venant d'au moins cinq régions nécessaires pour se présenter : la sénatrice Dominique Voynet et le député Yves Cochet, tous deux anciens ministres, connus des médias et du grand public, appartenant au même courant interne ; Alain Uguen, militant de longue date engagé pour défendre une primaire ouverte à toute la gauche et un candidat unique ; Jean Desessard, sénateur qui rassemble le camp des partisans du non au TCE ; Cécile Duflot²⁷¹, membre du Collège exécutif (chargée de la réforme interne dans l'équipe de Gilles Lemaire de 2003 à 2005, puis porte-parole dans celle de Yann Wehring de 2005 à 2006) mais inconnue alors du grand public et des médias²⁷². Après deux mois de campagne interne, Dominique Voynet arrive en tête avec 35,45% des voix²⁷³. Un deuxième tour l'oppose à Yves Cochet, qui a recueilli 28,33% des suffrages. Arrivés *ex aequo* à deux voix d'écart au deuxième tour, il faudra recompter les bulletins pour les départager, et attendre que le Conseil statutaire se soit prononcé sur les bulletins litigieux pour que finalement, le collège exécutif s'en remette au CNIR sur l'opportunité d'organiser un second deuxième tour de scrutin. A l'issue de ce dernier vote, les Verts annoncent la victoire de Dominique Voynet, avec 50,59% des voix²⁷⁴ (et 57 voix d'avance), le 18 juillet 2006. Les péripéties liées au recomptage des voix suscitant de multiples commentaires allant jusqu'à s'interroger sur l'utilité politique du parti des Verts, laissent la place à Jean-Luc Bennhamias pour suggérer une « convention nationale de l'écologie politique » incluant Corinne Lepage et Nicolas Hulot²⁷⁵. Ce dernier, interviewé le 1^{er} juin 2006, déplore par ailleurs le peu de poids que les écologistes ont dans les gouvernements, mais déclare ne pas être candidat²⁷⁶. Il préfère en effet agir au sein de l'Alliance pour la planète et alerter l'ensemble des partis sur la crise environnementale.

Campagne

est soumise au CNIR de novembre 2005 par une trentaine de militants verts. Elle n'est pas votée. Mais le Collège exécutif de décembre l'invite au CNIR de janvier pour débattre des conditions de sa candidature éventuelle. Il refuse l'invitation et annonce qu'il ne veut pas être le candidat des écologistes mais le candidat unitaire de la gauche noniste. Une pétition circule malgré tout à l'intérieur du parti pour qu'un référendum interne soit organisé, proposant sa candidature au nom de la gauche unitaire. Mais les pétitionnaires n'obtiendront pas les 10% de signatures respectant les conditions requises (sur les 8.200 adhérents) pour la présenter (ils n'ont que 9,4% selon la dépêche AFP publiée dans *Le Monde* du 20 avril 2006). Malgré tout, les appels en faveur de sa candidature se poursuivent dans la gauche antilibérale jusqu'à l'annonce officielle le 28 mai 2006. Le CNIR de juin fermera définitivement la porte à une candidature avec le soutien officiel des Verts.

²⁷⁰ Cécile Duflot et ses partisans s'étaient ralliés dès la primaire à Dominique Voynet.

²⁷¹ Un temps opposée à un autre candidat du même courant, Yves Contassot, elle a finalement été choisie.

²⁷² Elle est alors présentée comme « représentante de l'aile gauche du parti » (*Le Monde* du 15 janvier 2006), candidate d'une « radicalité réellement écolo » (*Libération* du 15 février 2006) et de la « jeunesse de gauche » (*Le Monde* du 15 février 2006), « garante de l'autonomie » de l'écologie politique (*Libération* du 14 mars 2006), ou encore comme la « benjamine de l'équipe » (*Le Figaro* du 14 mars 2006) ou une « Besancenot verte » (*Libération* du 10 avril 2006).

²⁷³ Jean Desessard a obtenu 6,81%, Alain Uguen 6,12%, Cécile Duflot 23,39%. Le premier tour a été réalisé avec 63% de participation.

²⁷⁴ La participation a été de 61%.

²⁷⁵ Voir notamment Eric Hacquemand, « Cochet et Voynet inséparables », *Le Parisien*, 31 mai 2006.

²⁷⁶ Alain Auffray, « Un vice premier ministre pour l'environnement », *Libération*, 1^{er} juin 2006.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Créditée de 1,5% à 3% des intentions de vote, Dominique Voynet n'entame pas sa campagne dès l'annonce de sa victoire contre Yves Cochet. Les tenants de la candidature de José Bové veulent encore convaincre les Verts de l'utilité d'une candidature unitaire et certains membres parti manifestent leur soutien à Dominique Voynet tout en s'interrogeant sur l'opportunité d'une candidature écologiste plus large ou sur l'utilité d'un désistement en faveur du candidat socialiste dès le premier tour. La presse relaie d'ailleurs largement cette dernière interrogation²⁷⁷. Chacun pense utiliser les journées d'été et l'assemblée générale prévue en décembre pour l'emporter définitivement. Dans le même temps, Nicolas Hulot semble revenir sur sa décision de ne pas être candidat et déclare le 30 juillet qu'il pourrait l'être²⁷⁸, malgré les invitations qu'il reçoit à soutenir la candidature de Dominique Voynet²⁷⁹. Le Secrétaire national Yann Wehring²⁸⁰, après d'âpres débats au sein du Collège exécutif, avait fait accepter l'invitation aux Journées d'été de Coutances, des candidats qui se disent écologistes, non sans les réticences d'une partie des dirigeants attachés à l'ancrage à gauche du parti²⁸¹. Corinne Lepage, Nicolas Hulot, et Stéphane Pocrain ont accepté l'invitation et seront présents à la plénière de clôture. José Bové la refuse, souhaitant ne pas se compromettre avec la droite. Pendant ce temps, Dominique Voynet assure qu'elle ira « jusqu'au bout »²⁸² et constitue son équipe de campagne – les commissions thématiques internes du parti ont déjà entamé leurs travaux programmatiques -, avec le soutien de Cécile Duflot qui déclare que « le rassemblement des écologistes ne se construira pas par un show à l'Américaine rassemblant différentes personnalités médiatiques »²⁸³. Les Verts terminent leurs journées d'été divisés sur la question du rassemblement et des alliances alors que l'ensemble des partis sont contraint par Nicolas Hulot de se prononcer sur les thématiques écologistes. Dominique Voynet préfère retarder le lancement de sa campagne pour ne pas risquer d'être inaudible alors que les médias se concentrent encore sur les hypothétiques candidatures²⁸⁴. Toute la presse de l'automne est consacrée à Nicolas Hulot²⁸⁵, à son pacte écologique lancé le 7 novembre et à son livre du même nom qui oblige les candidats à « mettre au centre de leur programme la nouvelle

²⁷⁷ Voir notamment Nicolas Barotte, « Voynet doit convaincre de l'utilité d'aller au bout de sa candidature », *Le Figaro* du 10 août 2006.

²⁷⁸ Voir Pascal Virot, « Hulot, candidat pour secouer l'écologie ? », *Libération* du 31 juillet 2006.

²⁷⁹ Noël Mamère notamment l'invite à devenir le porte-parole de Dominique Voynet dans le cadre de la campagne. Voir Noël Mamère, « Cher Nicolas Hulot... », *Libération* du 8 août 2006.

²⁸⁰ Secrétaire national des Verts de 2004 à 2006, Yann Wehring annonce en décembre 2007 qu'il sera candidat aux élections municipales françaises de 2008 à Strasbourg en deuxième position sur la liste MoDem. Il est suspendu des Verts à titre conservatoire. Il en sera exclu en avril 2008 et deviendra membre officiel du MoDem en novembre 2008, puis membre du Bureau exécutif national du MoDem le 29 juillet 2009. Il a été tête de liste Modem en Alsace pour les élections régionales des 14 et 21 mars 2010.

²⁸¹ Ces invitations avaient créées de multiples tensions entre les différentes sensibilités. La position du courant interne « Ecolo » qui avait débattu lors de ces mêmes journées d'été d'une possible ouverture aux écologistes « environnementalistes », faisait écho à l'ancienne dynamique « ni-ni » bien que, selon les représentants de cette sensibilité, il ne s'agisse pas de revenir au « ni-ni » mais plutôt de passer au « et-et ». Les représentants de la « gauche du parti » (les sensibilités Alter ekolo, Zone d'Ecologie Populaire...) interprétèrent cette ouverture comme un potentiel glissement des Verts sur l'axe gauche-droite, à l'image des Verts allemands, voir de l'ensemble du système de partis européens qui d'après eux, « glisse à droite » ; ils s'interrogèrent également sur le rôle que les alliances préférentielles des Verts avec le Parti socialiste avaient joué dans la montée de l'extrême gauche et le ralliement des classes populaires à l'extrême droite auxquels nous avons assisté ces dernières années. Dans ce cadre, la question de l'alliance privilégiée avec le Parti socialiste était également au cœur des débats, surtout à la veille de la séquence électorale 2007-2008 et ce d'autant qu'était évoqué à ces mêmes journées d'été les résultats de l'étude de Jean-Daniel Lévy, pour le CSA, réalisée en 2004, selon laquelle la part des sympathisants de gauche dans l'électorat vert a largement augmenté.

²⁸² « Dominique Voynet : « J'irai jusqu'au bout » », *La presse de la Manche*, 24 août 2006.

²⁸³ Cécile Duflot, « Soyons réaliste : changeons le monde », *Libération* du 25 août 2006.

²⁸⁴ Sylvia Zappi, « Inaudible, Dominique Voynet retarde sa campagne », *Le Monde*, 28 octobre 2006.

²⁸⁵ *Le Parisien* publie une « Enquête sur Nicolas Hulot » le 22 novembre 2006.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

inquiétude écologique des français»²⁸⁶, et aux diverses tentatives des candidats déclarés d'obtenir son soutien²⁸⁷ ou à celles de figures de l'écologie politique de lui suggérer de renoncer²⁸⁸. Pendant que José Bové retire sa candidature, le 23 novembre, n'ayant pas réussi à faire l'unanimité de la gauche anti libérale (notamment au PCF), les soutiens Verts à l'éventuelle candidature de Nicolas Hulot se multiplient. Yves Cochet et Jean-Luc Bennahmias se déclarent prêts à soutenir ce « Cousteau du XXIème siècle »²⁸⁹. Dominique Voynet réitère à Nicolas Hulot sa proposition de la rejoindre²⁹⁰, proposition qu'il refuse²⁹¹. L'assemblée générale des Verts de Bordeaux des 2 et 3 décembre se tient sous la pression de la candidature de Nicolas Hulot et des intentions de vote (10%) dont les sondages le créditent. Les Verts sont divisés depuis les journées d'été²⁹², huit motions sont en compétition. Une synthèse est réalisée, avec l'ensemble des motions - celle de Cécile Duflot et Jean-Vincent Placé (17,5%), celle de Dominique Voynet (25%) et celle de Noël Mamère (13,5%) -, à l'exception de celle défendue par Yves Cochet (16,5%). Nicolas Hulot maintient la pression tout le mois de décembre, annonçant qu'il attend plus que la signature du son Pacte, des engagements concrets²⁹³. Dominique Voynet lui demande à nouveau, le 18 décembre, de ne pas se présenter pour ne pas « affaiblir les Verts », ce que lui demandent également les frères Daniel et Gabriel Cohn-Bendit le 3 janvier²⁹⁴, Dominique Voynet le 8 janvier²⁹⁵ et Yann Wehrling le 10²⁹⁶. Nicolas Hulot fait encore la double page « Événement » de l'édition du 8 janvier de *Libération*, et les interventions dans la presse en faveur de sa candidature sont encore nombreuses²⁹⁷. Alors que Dominique Voynet et Corinne Lepage maintiennent leur candidature, Antoine Waechter annonce qu'il se retirera si Nicolas Hulot se présente. Ce dernier annoncera finalement le 22 janvier qu'il renonce à se présenter puisque son objectif de mise à l'agenda des questions écologiques dans la campagne présidentielle était atteint. Dans le même temps, la candidature unitaire ayant explosé avec l'annonce de la candidature de Marie-Georges Buffet pour le PCF, celle de José Bové est relancée ; il l'officialisera le 1^{er} février. Entre temps, Cécile Duflot est devenue secrétaire nationale des Verts, et a immédiatement annoncé le soutien du parti à Dominique Voynet. Dégagé de l'hypothèse Hulot, le parti s'engage derrière Dominique Voynet dans la campagne pour l'élection présidentielle. A l'exception des dirigeants et militants qui soutiendra-ont celle de José Bové

²⁸⁶ Editio de Jean-Michel Thénard « Bonnet Vert », dans l'édition du 29 novembre de *Libération* dont les pages « Événement » sont consacrées à l'action et aux propositions de Nicolas Hulot.

²⁸⁷ Yann Wehrling l'invite officiellement à devenir membre du parti. Voir « Les Verts invitent Nicolas Hulot », *Libération*, 20 novembre 2006 ; Dominique Voynet l'invite à soutenir sa propre candidature. Voir Dominique Voynet, « Tu es des nôtres, Nicolas Hulot », *Libération* du 22 novembre 2006.

²⁸⁸ Noël Mamère sera de ceux-là. Voir la brève « M. Mamère invite M. Hulot à ne pas se présenter », parue dans *Le Monde* du 25 novembre 2006.

²⁸⁹ Sylvia Zappi, « Les Verts Cochet et Bennahmias prêts à lâcher Mme Voynet pour rejoindre Nicolas Hulot », *Le Monde*, 29 novembre 2006.

²⁹⁰ Dans une lettre de Dominique Voynet à Nicolas Hulot, datée du 29 novembre, l'informant qu'elle signe son Pacte écologique, puis par voie de presse, voir Constance Baudry, « Dominique Voynet propose à Nicolas Hulot de « regrouper » leurs « forces », *Le Monde* du 30 novembre 2006.

²⁹¹ Nicolas Hulot, « Tu as choisi la politique, j'ai pris une autre voie », *Libération* du 1^{er} décembre 2006.

²⁹² Rodolphe Geisler, « Les Verts au bord de l'implosion », *Le Figaro*, 14 octobre 2006. Du même journaliste, « L'ombre de Nicolas Hulot sur le congrès des Verts », *Le Figaro* du 2 décembre 2006.

²⁹³ Voir notamment Alain Auffray, Antoine Guiral et David Revault D'Allones, « Hulot, en vert et avec tous », *Libération* du 13 décembre 2006.

²⁹⁴ Gabriel Cohn-Bendit, « Nicolas (l'écologiste), n'y va pas ! », *Libération* du 3 janvier 2006.

²⁹⁵ « Dominique Voynet invite Nicolas Hulot à ne pas se lancer dans la présidentielle », *Le Monde* du 8 janvier 2006.

²⁹⁶ Yann Wehrling, « Hulot ou l'écologie dévoyée », *Le Monde* du 10 janvier 2006.

²⁹⁷ Voir notamment Jean-Paul Besset, « Les Verts et le réel, par Jean-Paul Besset », *Le Monde* du 11 janvier 2006 ; Marie-Hélène Aubert, Jean-Luc Bennahmias et Marie Anne Isler Béguin, « Un candidat unique pour sauver l'écologie », *Libération* du 12 janvier 2007.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

et seront ensuite sanctionnés pour cela²⁹⁸. Légitimée par le retrait de Nicolas Hulot, Dominique Voynet entame le 27 janvier sa campagne officielle. Accompagnée de Claude Taleb, son directeur de campagne, d'une large équipe²⁹⁹ et des compétences de l'Agence Verte, elle place sa campagne sous le signe de la « révolution écologique » et présente son « contrat écologique » quinze orientations et cinquante propositions³⁰⁰, « simples et chiffrées »³⁰¹. A la mi février, sa candidature est à nouveau suspendue, dans l'attente de l'obtention des cinq cent signatures. Dominique Voynet, candidate la mieux notée par l'Alliance pour la planète – avec Corinne Lepage qui n'obtiendra pas les signatures requises pour se présenter –, dénonce les pressions du Parti socialiste qui a donné consigne à ces élu/e/s de ne parrainer que Ségolène Royal. Les signatures sont finalement obtenues (648) mais les sondages ne la créditent que de faibles intentions de vote (1%). Elle avoue des difficultés à « émerger dans la campagne », que l'ensemble des médias souligne. Les critiques fusent de toutes parts, reprochant à Dominique Voynet de faire une campagne de « supplétifs du PS »³⁰². Nicolas Hulot fera une dernière apparition dans la campagne, considérant que les candidats ont peu à peu délaissé les considérations écologiques qu'il portait³⁰³. Daniel Cohn-Bendit, lui, prônera une alliance PS/Verts/UDF qui permettrait selon lui de barrer la route à Nicolas Hulot. Dernière action de la campagne, Dominique Voynet multipliera les invitations à ne pas voter « utile » mais « pour ses idées » et mentionnera dans sa profession de foi que Nicolas Hulot salue « a constance et son courage »³⁰⁴. Sans succès. Le résultat final ne sera pas à la hauteur des espérances. Avec 1,57% des suffrages exprimés, Dominique Voynet réalise le 22 avril 2007, le plus mauvais score depuis la candidature de René Dumont en 1974 (il avait obtenu 1,32%). « L'effet Hulot » et la candidature de José Bové, tout comme le vote utile, auront incontestablement perturbé la campagne de Dominique Voynet. Elle appelle dès le soir des résultats du premier tour à voter, au second, pour Ségolène Royal.

Conséquences

Le mauvais score de Dominique Voynet, « échec cuisant annoncé par les sondages »³⁰⁵, et le soutien d'une partie des militants et des cadres à José Bové pour cette élection conduisent les Verts à s'interroger une fois encore sur leur place dans le champ politique, et au-delà, sur leur mode de fonctionnement et l'existence même de leur parti³⁰⁶. Si les prémisses d'un rassemblement des écologistes, dont les frontières restent floues, datent de juin 2006³⁰⁷, c'est

²⁹⁸ Ce sera notamment le cas de Francine Bavay, vice-présidente au Conseil régional d'Ile-de-France, dont les mandats internes seront suspendus pendant un an. Elle était membre du collège exécutif, en charge des questions économiques et sociales.

²⁹⁹ Une trentaine de personnes trouveront place dans l'organigramme de l'équipe de campagne, regroupée en trois pôles (communication, contenus, déplacements en régions et communication interne). Ils travailleront plus ou moins facilement en lien avec le parti et son conseil politique.

³⁰⁰ Il propose notamment la baisse de la part du nucléaire dans la production d'électricité, un plan d'isolation des logements, l'arrêt de la construction des incinérateurs, la création d'emplois dans les éco technologies, la revalorisation du SMIC, la régularisation des sans papiers, l'allocation d'autonomie pour les 18-25 ans, le soutien aux transports collectifs, le passage à la VIème République...

³⁰¹ Sylvia Zappi, « Dominique Voynet appel à une coalition de la gauche et des écologistes », *Le Monde* des 28 et 29 janvier 2007.

³⁰² Sylvia Zappi, « Mme Voynet critiquée pour sa campagne de « supplétifs du PS » », *Le Monde* du 19 mars 2007.

³⁰³ Voir notamment l'édition des 31 mars et 1^{er} avril de *Libération*. En Une, « Hulot revient à la campagne ».

³⁰⁴ Noël Mamère ne cessera pas de déplorer les tentatives de Dominique Voynet de susciter le soutien de Nicolas Hulot.

³⁰⁵ Jérôme Guillas, « L'écologie sans couleur », *Le Journal du dimanche* du 23 avril 2007.

³⁰⁶ Voir par exemple Sylvia Zappi, « La galaxie écologiste, interrogations et tractations », *Le Monde* du 1^{er} décembre 2006 ; « Hulot plombe les Verts », www.rfi.fr le 1^{er} décembre 2006.

³⁰⁷ Plusieurs initiatives avaient été lancées dès la pré campagne pour l'élection présidentielle de 2006. On peut citer : lors du CNIR de juin 2006, Yves Contassot avait défendu une motion proposant « l'organisation d'assises de l'écologie et de la transformation sociale en partenariat avec d'autres forces écologistes et la mouvance

Congrès AFSP Strasbourg 2011

bien à partir du mauvais résultat de Dominique Voynet à l'élection présidentielle d'avril 2007 que Les Verts s'engagent à « ouvrir le parti », « grandir », « changer »³⁰⁸, et plus encore, à partir du mauvais score anticipé des élections législatives du mois de juin de la même année, durant lequel les appels à la refondation se multiplient. Daniel Cohn-Bendit, estimant que les Verts sont « au fond du puits », appelle à la « refondation de l'écologie politique » avec Les Verts, mais pas tels qu'ils sont³⁰⁹ ; Dominique Voynet insiste sur « la nécessité de refonder un grand parti de l'écologie politique »³¹⁰ ; Yves Cochet propose, lui de dissoudre le parti Verts qui « se désagrège peu à peu »³¹¹. Il renouvellera cette proposition lors du conseil national inter régional (CNIR) des 23 et 24 juin 2007 et la soumettra au vote ; elle sera rejetée³¹². Lors de ce même CNIR, les députés Martine Billard, Noël Mamère et François de Rugy interviennent également pour demander que les Verts « s'ouvrent à la société », « participent à la refondation de la gauche »³¹³ ; Denis Baupin aspire, lui, à ce que les Verts se mettent « au boulot » pour « construire le parti écologiste du XXIème siècle », pendant que Jean-Vincent Placé propose de réformer le parti, sur le fond et dans ses statuts. Le mois de juin se terminera avec un dossier spécial paru dans la revue *Territoires*, titré « Les Verts sont-ils encore utiles ? » dans lequel le sociologue Erwan Lecoer propose aux Verts de « reprendre le chemin de la construction d'un mouvement social plus large » et de « regagner des soutiens sociaux et culturels »³¹⁴. En Juillet 2007, Daniel Cohn-Bendit, Marie-Hélène Aubert (députés européens) et David Martin (adjoint au Maire de Tours) lancent l'association Horizons écologie, en compagnie de Dominique Voynet, afin de « dépasser les Verts »³¹⁵. Cette initiative vivra jusqu'aux Journées d'été de Quimper en août 2007, au cours desquelles les Verts décideront d'engager une réforme de leurs statuts - ils la prépareront jusqu'à la fin de l'année 2007, sur fond de Grenelle de l'environnement et de licenciement de certains de leur permanents au siège³¹⁶ - et de proposer à Daniel Cohn-Bendit de se présenter au nom des

altermondialiste afin de déboucher sur des primaires en vue de désigner un candidat de l'écologie, pendant que le député européen Jean-Luc Bennahmias proposait des assises "allant de Nicolas Hulot, Corinne Lepage à José Bové" (voir Sylvie Zappi, « Les Verts refusent de s'ouvrir aux autres écologistes », *Le Monde* du 20 juin 2006) ; en préparation des Journées d'été de Coutances 2006, des appels au rassemblement des écologistes avaient été lancés, portés par la dynamique autour de l'éventuelle candidature de Nicolas Hulot (voir notamment la proposition de Daniel Cohn-Bendit dans son interview parue le 17 août 2006 dans *Les échos* dans laquelle il se dit « favorable à un véritable rassemblement de (Corinne) Lepage à (Dominique) Voynet, en passant par (Nicolas) Hulot » ; après ces Journées d'été, des tentatives de parvenir à une plateforme programmatique commune ont lieu, sans succès ; en janvier 2007 paraît le « Rassemblement des écologistes : appel de trois députés européens » signé par Marie-Hélène Aubert, Jean-Luc Bennahmias et Marie-Anne Isler Béguin, prônant de « fédérer les écologistes » autour d'une « candidature unique de l'écologie aux présidentielles ».

³⁰⁸ Cécile Duflot, lors de la conférence de presse donnée après le CNIR extraordinaire du 25 avril 2007. Voir sur http://www.dailymotion.com/video/x1thiy_cecile-duflot-25-avril-2007_news. Une tribune était déjà parue dans *Libération* le 23 avril, « Pour refonder l'écologie politique », signée par des élu/e/s, des associatifs, des scientifiques et des militants (dont Maryse Arditi, Dominique Belpomme, Jean Paul Déléage, Corinne Lepage...).

³⁰⁹ Dans une dépêche AFP « Daniel Cohn-Bendit juge que les Verts ont « atteint le fond du puits » », parue le 7 juin 2007.

³¹⁰ « Voynet pour un grand parti écologiste », *Libération* du 8 juin 2007.

³¹¹ Voir sur <http://kpm.blog.20minutes.fr/archive/2007/06/08/vers-une-dissolution-des-verts.html>.

³¹² 50 voix contre, 8 voix pour et 14 abstentions selon la dépêche AFP parue dans *Le Monde* du 24 juin 2007. Voir également Sylvie Zappi, « Yves Cochet propose, sans succès, aux Verts de se dissoudre pour se refonder », *Le Monde* du 25 juin 2007.

³¹³ « Yves Cochet appelle à la « dissolution » des Verts », dépêche AFP parue dans *Le Monde* du 23 juin 2007.

³¹⁴ « Les Verts sont-ils encore utiles ? », *Territoires*, juin 2007, pp.8-10.

³¹⁵ Xavier Renard, « Dépasser les Verts, nouvel horizon de Cohn-Bendit », *Libération* du 2 juillet 2007 ; Sylvie Zappi, « Daniel Cohn-Bendit veut refonder l'écologie politique et les Verts », *Le monde* du 2 juillet 2007.

³¹⁶ Huit modifications ont été adoptées au CNIR des 24 et 25 novembre 2007 : la fin de la distinction entre vote blanc et abstention, la modification des règles permettant de proposer les textes d'assemblée générale et d'élire les membres du CNIR, le vote direct des adhérents pour les listes de candidats à la direction du parti (les motions

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Verts français aux élections européennes de 2009. Cette proposition lui fera faite par Denis Baupin et Noël Mamère, puis Cécile Duflot et Yves Cochet, lesquels imaginent également solliciter Nicolas Hulot³¹⁷, et profiter de la dynamique des élections européennes de 2009 pour construire le rassemblement³¹⁸. La défaite de Dominique Voynet en 2007 marque ainsi l'ouverture d'un nouveau cycle pour les Verts, celui qui mènera à l'émergence d'Europe écologie-Les Verts³¹⁹.

jusque là n'affichaient pas les noms de ce qu'elles entendaient faire élire), la création d'un Conseil politique comprenant les parlementaires qui restent interdits de participer directement à l'équipe dirigeante du parti, la création d'une conférence des régions, la simplification de la procédure d'élection des membres des commissions régionales de prévention et de régulation des conflits, la limitation à deux du nombre de pouvoirs. Un référendum a également été organisé. Les adhérents ont accepté quelques modifications statutaires relatives aux adhésions et cotisations ainsi que le passage du mandat de direction de 2 à 3 ans et la désignation des membres du collège exécutif à la proportionnelle au plus fort reste. Ils ont par contre rejeté la proposition consistant à abaisser à 50% au lieu de 60% la majorité nécessaire à l'adoption des décisions ainsi que l'application de la proportionnelle avec règle d'Hondt pour la désignation des candidats aux scrutins externes. Voir pour les détails de la réforme *Vert*, n°20, décembre 2007.

³¹⁷ Il refusera finalement de s'engager dans ces élections. Voir notamment Claude Askolovitch, « Elections européennes : Nicolas Hulot renonce », *Le Nouvel Observateur* du 3 juin 2008.

³¹⁸ Voir sur ce point Roger Lenglet et Jean-Luc Touly, *op.cité*, p.28.

³¹⁹ La naissance de cette nouvelle organisation a été actée lors des Assises de Lyon des 13 et 14 novembre 2010. Des instances provisoires ont été installées. Elles ont été confirmées lors du Congrès de La Rochelle des 4 et 5 juin 2011.